Vol. 3 No. 19 • du 25 Novembre au 2 Décembre 2009
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



De gauche à droite: le directeur de la Police nationale d'Haïti, Mario Andrésol, le président intérimaire de la Cour de cassation, Me Georges Moïse, le Premier ministre Jean-Max Bellerive, le président de la République, René Préval et le président de l'Assemblée nationale, le sénateur Kély C. Bastien



La Coordonnatrice du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, le Dr. Maryse Narcisse devant le bâtiment du Conseil Electoral Provisoire



18 Novanm 1803-18 Novanm 2009: 206 zan aprè Batay pèp ayisyen an ap kontinye

Page 6



Pour avoir rappelé au maître un triste souvenir, L'empereur est sévèrement puni

Page 7



Nicaragua: La nature de la bataille pour le pouvoir

Page 10



Désaccord entre l´Amérique Latine et les États-Unis sur la situation au Honduras

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

Le peuple aux abois, la bourgeoisie se faufile au pouvoir!

Par Berthony Dupont

Il est indéniable qu'en l'espace de quelques semaines, la configuration politique haïtienne a changé. Les tractations entre les partis politiques de la bourgeoisie se multiplient afin qu'ils puissent participer aux prochaines courses électorales. A ce moment précis, les alliés inconditionnels de Washington commencent à bouger, à se mettre en ligne, sachant que leur salut ne dépend pas réellement du vote populaire mais bien de la volonté exclusive du pouvoir en place et de la Communauté Internationale. C'est dans cette optique qu'ils ont été forcés d'appliquer les mots d'ordre des forces occupantes, à savoir se rallier en plateforme politique pour éviter une agglomération de particules sans importance.

Comme annoncé, en fait, le groupement Lespwa, le parti de la présidence vient d'être reformé sous l'étiquette d'Unité. Pourtant, rien n'est dit, si le secrétaire général de Lespwa, l'ex Premier-ministre Jacques Edouard Alexis est toujours aux commandes, il se pourrait bien qu'il soit remplacé par quelqu'un validé par les décideurs de la destinée du pays. C'est à la lumière de ces observations qu'il faut comprendre ces candidats de tout acabit qui, comme des rats, se précipitent pour se faire accepter par la hiérarchie de ce cadre politique en vue d'acquérir un poste de sénateur ou de député. Pas grande différence au sein de Fanmi Lavalas, sans doute ; les candidats de ce parti, du reste, n'auront rien à voir avec les revendications des masses populaires qui, bon an mal an, le supportent. C'est dans cette même veine, que des partis de la droite réactionnaire comme la Fusion des sociaux-démocrates, l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) et la Confédération Unité Démocratique (KID) sont obligés de se fusionner en une nouvelle coalition: l'Alternative Politique pour le Progrès et la Démocratie.

En réalité, si l'objectif primordial d'un parti est la prise du pouvoir, pour diriger l'Etat et la société, la majorité des partis haïtiens ne vise pas cet objectif. Leur idéal n'est pas précisément d'organiser le peuple, mais bien de l'aliéner, du fait qu'ils ne défendent pas les mêmes intérêts de classe. Comme on a pu le constater, en un clin d'œil certains partis se sont mis d'accord même si c'est provisoirement pour séparer le gâteau. Sans aucun principe de parti. Si par hasard, il y en a qui possèdent un programme politique, ils ne sont pas bien différents les uns des autres, car ils sont logés à la même enseigne, à savoir : promouvoir la philosophie politique des grandes puissances impérialistes. Et c'est pourquoi aucun d'entre eux ne peut même en deux mots publier un projet politique valable, voire faire de vaines promesses car ils n'ont rien d'autres à offrir au peuple que l'exploiter et le piller comme vient de l'illustrer le gaspillage des 197 millions de dollars de Petrocaribe. En somme, ils ont tous un seul dénominateur commun, livrer l'économie du pays au capital étranger et aux affairistes. C'est comme une mafia politique et le traitement qui convient le mieux à leur action c'est le mépris, le mépris des masses.

Face à l'activité intense de ces militants de la bourgeoisie, le secteur progressiste et révolutionnaire doit prendre position pour redonner courage aux classes défavorisées du pays et surtout à la main d'œuvre haïtienne qu'on massacre quotidiennement en Dominicanie et que la bourgeoisie dominicaine humilie en orchestrant une campagne de haine jusqu'à qualifier nos compatriotes de cancers. Elle semble même signaler qu'il faudrait perpétrer un autre génocide semblable à celui de 1937. Sans doute, c'est ce processus même qui est entamé, à travers cette violence inouïe, ce traitement atrocement inhumain à l'égard de nos compatriotes.

Le peuple haïtien est abandonné, malmené, écrasé par des dirigeants néo-coloniaux qui les maintiennent et les enfoncent dans l'abîme. Tout récemment le président Préval pour manifester une énième fois, tout comme la classe dominante dominicaine, son anti-haïtianisme n'a-t-il pas fait savoir qu'il est satisfait de l'accueil fait aux Haïtiens en Dominicanie. Sous ce régime, on ne pourrait jamais énumérer suffisamment les atrocités subies par nos compatriotes vivants dans l'autre moitié de l'île. Pas même une fois, il n'y a eu une protestation même vertueuse ou faussement indignée du gouvernement haïtien.

Dans ce sens, on peut se demander qui tire les ficelles de cette déstabilisation. Sont-ce les puissances tutrices, pour sauvegarder par tous les moyens les énormes intérêts stratégiques et économiques qu'elles détiennent sur l'île entière ? D'autant qu'il y a belle lurette depuis que les colonialistes des Nations Unies pensent créer une entité fédérale pour occuper les deux parties de l'île.

A partir de ces faits, de nouvelles formes de luttes sont à imposer afin que le mouvement populaire ne se fourvoie plus dans une impasse. On peut et on a le droit de concevoir, d'organiser, d'entreprendre des actions unitaires autour des revendications connues du mouvement des masses afin d'en finir avec ce régime de la minorité et de la répression néolibérale qui l'accompagne, avant qu'il ne soit pas trop tard.

Un Haïtien devant la justice dominicaine

Par Yves Pierre-Louis

Arrêté au début de septembre 2009, à Romana, en République Dominicaine, Berthone Jolicoeur a comparu par devant les juges de la Cour Suprême de la République Dominicaine. A la dernière séance à la Chambre pénale de la Cour, le 18 novembre dernier, la confusion régnait autour de l'identité de cet homme présenté comme étant Amaral Duclona. Mais il maintenait fermement qu'il n'est pas Amaral Duclona, et qu'il est bien Berthone Jolicoeur. Le Tribunal a fait passer des documentaires sur le plus grand bidonville du pays, Cité Soleil, sur un écran géant ce 18 novembre, et dans lesquels un individu est apparu visiblement. Berthone Jolicoeur qui a suivi ces documentaires a péremptoirement déclaré: «*C'est mon visage, mais je ne suis pas Amaral Duclona; je suis Berthone Jolicoeur.*»

De plus, toutes les pièces sur l'identité de cet individu qui s'étaient présentées devant le Tribunal dominicain: son acte de naissance ou d'extrait d'Archives en passant par les carnets scolaires pour arriver à son passeport portant l'identité de Berthone Jolicoeur. Ce dernier a rejeté toutes les charges retenues contre lui. Il a déclaré avoir mené une vie paisible et n'a jamais été impliqué dans les mouvements armés ou participé aux crimes qui lui sont reprochés au tribunal.

On a reproché à Amaral Duclona et non à Berthone de nombreux crimes en particulier l'assassinat du consul honoraire français Paul Henri Mourral en mai 2005 sous le gouvernement de facto de Alexandre/Latortue.


«C'est mon visage, mais je ne suis pas Amaral Duclona; je suis Berthone Jolicoeur.»

Berthone Jolicoeur âgé de 31 ans nie l'assimilation de son identité à Amaral Duclona. Il ignore cette identité. Il continue de demander l'annulation de la demande d'extradition formulée à son encontre par la France. Le conseil de la défense qui a introduit l'annulation de la demande d'extradition de Berthone Jolicoeur vers la France a fait savoir que la déportation de son client ne pouvait avoir lieu, car la justice française n'avait ouvert aucune procédure pénale à son encontre. Après la séance du 18 novembre qui devrait être la dernière, les juges de la Cour Suprême dominicaine auront environ un mois pour décider sur le sort de Berthone Jolicoeur, une fois son identité établie. Il sera mis en liberté pour faute grave d'identité, Berthone Jolicoeur n'est pas Amaral Duclona.

Assassinat d'un chauffeur de la coopération française

Le mardi 17 novembre dernier, Merès d'Empaire, chauffeur de la coopération française en Haïti a été assassiné par balles au début de la soirée à Cité Soleil. Employé depuis 1997, la victime a reçu plusieurs balles par des individus non identifiés pendant qu'il allait rendre visite à un de ses amis.

Il n'est pas mort sur le champ. Transporté d'urgence à l'hôpital de la Trinité pour les soins appropriés il n'a pourtant pas eu la vie sauve.

Deux jours après, le jeudi 19 novembre, Daudier Jacky Jean François, âgé de 73 ans, un ressortissant français a été blessé par balles par des individus non identifiés à Delmas 75, zone Puits-Blain. La victime a reçu 3 balles et a été transportée d'urgence dans un hôpital de la capitale pour être opérée. Daudier Jacky vit en Haïti depuis des années et dirige un orphelinat dénommé Thesos.

Yves Pierre-Louis

La ville de Saint-Marc est privée d'électricité

Depuis quelques mois les habitants de la ville de Saint-Marc font face à un problème d'électricité très sérieux. En effet, des responsables d'entreprises, des petits marchands, des professionnels, des étudiants et autres résidants de la cité de Nissage Saget ont affirmé qu'ils ont du mal à mener correctement leurs activités socio-économiques, en raison d'une crise d'électricité qui sévit dans la ville. « *Même lorsque la demande est élevée, n'ayant pas les moyens d'assurer le fonctionnement de nos entreprises à cause du prix élevé des produits pétroliers nous sommes obligés de fermer nos portes* », ont indiqué des propriétaires de cyber-café. Étudiants et enseignants de la ville sont également victimes de cette rareté de courant électrique.

Les professionnels de la soudure se plaignent de cette crise. «*Faute d'électricité, j'ai passé des jours sans travailler, toute ma famille en souffre* », a déclaré l'un d'entre eux. Les détaillants de boissons gazeuses, les usines de glaces et revendeurs, bref, tous les secteurs déplorent cette situation désagréable qui affecte l'économie solidaire de la ville. Nous avons contacté à ce sujet, les responsables locaux de l'Électricité d'Haïti (EDH), ils se contentent de faire le mort et ne manifestent aucune volonté de résoudre le problème.

Jerson Philippe

Fanmi Lavalas:
Sur la piste du pouvoir !

Par Hervé Jean Michel

Le lundi 23 Novembre 2009, Fanmi Lavalas a confirmé sa participation aux législatives prévues pour les 28 Février et 3 Mars 2010. La Coordonnatrice du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, le Dr. Maryse Narcisse dûment mandatée par le représentant national, Dr. Jean Bertrand Aristide, a remis l'original de la lettre responsive, adressée au président du Conseil Electoral Provisoire (CEP), Mr Gaillot Dorsinvil.

Cette lettre originale confirme l'inscription de l'Organisation politique au Conseil électoral le jeudi 19 novembre 2009. Au moment de remettre le document au président du CEP, la coordonnatrice de Fanmi Lavalas, était accompagnée de cadres de l'Organisation, entre autres l'ex-député, Lionel Etienne, l'ex-délégué départemental du Sud, Jacques Mathelier, membres du Comité exécutif et des avocats conseillers. *« Aujourd'hui, nous remettons l'original de la lettre écrite par le président Aristide au président du CEP. Nous inscrirons quatre-vingt-dix-neuf (99) candidats au poste de député et onze (11) candidats au poste de sénateur. Fanmi Lavalas ira aux élections les 28 février et 3 mars 2010 »,* a solennellement déclaré Maryse Narcisse. Cette bonne nouvelle réjouit le cœur de tous les Lavalassiens et sympathisants qui souffrent d'exclusion politique, sociale et économique dans leur propre pays, depuis le coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004 qui a forcé le président Aristide à vivre en exilé, loin de son pays d'origine.

Cette fameuse lettre dont l'original a été revendiqué par le CEP pour valider l'inscription de l'Organisation, a entretenu du suspense, au point oú les Lavalassiens y voyaient une manœuvre visant à exclure, une fois de plus Fanmi Lavalas de la course électorale. Cet original remis en bonne et due forme au président du CEP, doit nécessairement taire toutes les manœuvres politiciennes d'exclusion de la majorité nationale des affaires politiques de son pays. La lettre écrite des mains du représentant national de Fanmi Lavalas, Dr Jean Bertrand Aristide, portant authentiquement sa signature et la date du 18 novembre 2009, Prétoria, Afrique du Sud, doit exigiblement contrecarrer les multiples propagandes visant à désinformer la majorité nationale, vu la nouvelle situation naissante, la participation de Fanmi Lavalas aux prochaines législatives.



Les militants de Fanmi Lavalas, les sympathisants et le peuple majoritaire, doivent s'unifier pour que ces élections soient nôtres

En face de Fanmi Lavalas plus d'une soixantaine de groupements, regroupements, plate-formes, particules, groupuscules, etc. Compte tenu de l'échec retentissant du regroupement **Lespwa**, les manœuvriers l'ont dissout au profit d'un autre dénommé **:** Unité. Comme si le peuple majoritaire pourra oublier les luttes qu'il a menées pour porter ce regroupement politique au pouvoir, l'ingratitude dont il a su faire montre en piétinant, en humiliant ses légitimes revendications. Le peuple haïtien, du moins la majorité nationale, n'oubliera jamais que les politiciens de Lespwa *« ces caméleons de circonstance, se sont transformés en Unité, changeant de couleur et non de nature »*.

Quant à **« Altènativ »,** nul ne peut oublier que ses composantes : Fusion, OPL et KID font partie de ceux qui ont forgé la misère, la souffrance et la mort des masses populaires, exclues dans leur propre pays. Ce groupuscule n'aura pas droit au vote majoritaire. Dans ce jeu macabre des élections en Haïti, la majorité nationale doit se battre. Le combat doit premièrement conduire à l'unité, une grande exigence contre la corruption, le mensonge et les guerres de basse intensité que les fossoyeurs de la vie ne manqueront jamais d'utiliser, pour tromper ceux qu'ils considèrent comme étant des analphabètes, des idiots, des moribonds, qui ne méritent que la servitude, la souffrance et la mort.

La majorité nationale doit se faire à cette exigence que du point de vue de la constitution de notre pays, tous les votes sont comptés, qu'ils soient ceux des riches, qu'ils soient ceux des pauvres. Selon la charte de notre pays : une personne équivaut à un vote. Les élections sont donc l'expression de la volonté populaire, en conséquence elles doivent être libres, honnêtes et démocratiques. Elles ne doivent être manipulées au profit de ceux qui détiennent le pouvoir et l'avoir.

Les élections du 28 février et du 3 mars 2010, dans la mesure oú elles exprimeront effectivement la volonté populaire, sans intervention arbitraire des puissances d'occupation, donc de l'argent, du mensonge et de la magouille, permettront à Haïti d'aborder un virage socio-politique-économique important pour la désoccupation du pays, la mise en chantier d'un programme économique axé sur les revendications du peuple et les besoins de la nation. Ce sera la fin du néolibéralisme destructeur, cet instrument au service des élites bourgeoises et impérialistes pour s'accaparer des ressources de la planète, tout en pullulant la misère et la mort.

Les militants de Fanmi Lavalas, les sympathisants et le peuple majoritaire, doivent s'unifier pour que ces élections soient nôtres. Longtemps nous avançons dans la traversée du désert de la misère, de l'injustice, de l'exclusion sociale, il est temps pour nous d'atteindre l'oasis oú nous devons et pouvons vivre comme des personnes humaines. En vérité, ces législatives seront celles des opprimés, des exploités, des exclus, dans la mesure oú leur intelligence et leur vigilance, neutraliseront les actes ténébreux des spécialistes de la manipulation.

18 Novembre 2009:
Vertières, une tradition souillée, humiliée!

Par Hervé Jean Michel

206 ans depuis que nos ancêtres ont écrit la plus belle épopée inauguratrice de notre histoire de peuple libre. Vertières célèbre l'ultime lutte des indigènes asservis par le colonialisme, pour construire un Etat-Nation dans lequel les Nègres puissent trouver une patrie de liberté, d'égalité et de fraternité.

Enfin, Vertières célèbre la chute du dernier bastion de l'esclavagisme dominguois, pour que jamais plus sur cette terre, ne règne l'asservissement de l'homme par l'homme. Qu'est-ce qui reste de cette glorieuse légende inscrite dans l'histoire par nos valeureux ancêtres ?

18 Novembre 2006, en l'an 206e de la célébration de cette épopée, Haïti vit sous une indigne occupation. Une occupation concoctée et mise en acte par les colonio-impérialistes et leurs alliés de l'intérieur : les élites économique, politique et intellectuelle. En cette dâte faste du 18 novembre 2009, le gouvernement Préval/Bellerive, accompagné d'autres membres, ont machinalement déposé, dans un silence de cimetière, une gerbe de fleurs sur le marbre de l'Hôtel de la Patrie.

Est-ce la honte qui a engendré cette froideur, ce silence sépulcral des *« décideurs du pays »* devant l'hôtel de la patrie ? Les occupants, ont-ils prescrit à nos *« dirigeants »* de se taire au moment des grandes célébrations nationales ?

Quand nos dirigeants piétinent et humilient les grandes dates de notre histoire, notre emblème national, le peuple doit intervenir pour brandir le grand drapeau de Vertières : le drapeau de la liberté, de la dignité, de l'égalité et de la fraternité. C'est le devoir sacré, qu'impose à notre peuple la gratitude envers nos héros qui ont donné leur sueur, leur sang et leur vie pour édifier une Nation libre, souveraine et indépendante.

La délégation gouvernementale, en regagnant le Palais national, a été accompagnée par des journalistes qui ont été refoulés par des agents de l'Unité de sécurité présidentielle à l'entrée de la barrière Ouest, appelée *gate* Ouest. Une attitude très incorrecte qui a laissé pantois ces journalistes qui s'empressent toujours de s'attaquer aux dirigeants haïtiens, qui veulent orienter une politique d'intégration nationale. Nul ne peut oublier comment les journalistes inféodés au GNBisme, avaient diabolisé le président Aristide, déstabilisant son gouvernement jusqu'au coup d'Etat/kidnapping planifié et exécuté le 29 février 2004. Ces journalistes ne peuvent s'attaquer à Préval en le qualifiant de dictateur, vu qu'ils se doivent de respecter les serviteurs de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Pour minimiser les dates glorieuses de notre histoire, le président Préval met toujours un point d'honneur à quitter le pays, sous prétexte d'aller régler des choses importantes. Ce même 18 novembre 2009, le chef de l'Etat a pris l'avion pour Miami, signifiant du coup qu'il ne se mêle pas de cette *« aventurisme qu'est 18 novembre»*.

Comment expliquer cette attitude d'un chef d'Etat haïtien, élu à la première magistrature l'Etat par la majorité des Haïtiens ?

Préval, quoi qu'il le souhaite, ne saurait jamais être Etatsunien, Français, Canadien ou Européen. Il restera toujours l'Haïtien qu'il est, un président élu par le peuple, gouvernant contre le peuple, en faveur des élites et pour les impérialistes.

En ce jour faste du 18 novembre 2009, des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines, ainsi que des professeurs et des membres du personnel, ont été arrêtés par la police. Ils l'ont été au cours d'une manifestation organisée. Des dégâts matériels ont été enregistrés, deux véhicules ont été incendiés. Le but poursuivi par les manifestations, était de protester contre les dirigeants de l'Université qui nourrissent une grave crise dans cette institution. Les étudiants ont dit non à l'occupation du pays. *« Viv yon invèsite granmoun, Aba lokipasyon, Viv yon Ayiti lib »*. Ces slogans étaient fortement scandés et ont déplu aux dirigeants, qui ont lancé leurs gendarmes aux trousses des protestataires.

Les étudiants disent se lancer dans la bataille pour la libération de tous ceux qui ont été appréhendés par la police et pour l'autonomie de l'Université d'Etat d'Haïti. Somme toute, les forces du conservatisme agissent pour que Haïti divorce d'avec les grandes traditions patriotiques et nationalistes. L'aliénation dans laquelle nous sommes plongés ne suffit pas, il a fallu recoloniser notre conscience et notre vie de peuple pour une totale rupture avec notre idéal de fidélité, de liberté et de dignité. Un idéal inscrit dans les faits par de grandes victoires de nos pères-fondateurs, victoires acquises dans des luttes que Vertières illustre et couronne.

Aujourd'hui, la patrie est meurtrie sous le poids de la honte et de l'indignité. Les Haïtiens, fils légitimes et héritiers de cette terre ensanglantée, abandonnent le pays, le désespoir au cœur, à la recherche d'une impossible vie dans une quelconque région du monde. Malheureusement, souvent, ce sont les larmes, les souffrances et la mort, qui résument cette terrible aventure de la migration sauvage haïtienne.

Que faire pour transformer les fers, la servitude, l'esclavagisme, l'exclusion et la haine qui nous écrasent, afin de nous rendre maîtres de nos vies et de notre espace vital ? La solution nous a été tracée par les dignes et vaillants guerriers qui avaient mis en déroute les forces colonio-esclavagistes. Ils nous ont confié l'unité, comme possible pour construire une véritable force capable de nous rendre invincibles.

Pouvons-nous aujourd'hui, dans la situation actuelle de fragmentation sociale et de déchirement, construire une solidarité pour rompre avec notre misérable situation ? Les Haïtiens, du moins, les exclus, sont condamnés à construire une solide unité ou à mourir sous la domination de ces puissantes forces d'extermination. Réussir ou périr ! Par l'unité nous pouvons transformer nos misérables conditions humaines. Par la division nous périrons tous !

Les révélations que m'a faites Madame Michèle

Par Fanfan Latulipe

M'en allant par les chemins vaporeux et nébuleux de mon imaginaire, je suivais la Voie Lactée de mes fantasmes menant aux jouissances suprêmes de l'onirique quand par un heureux hasard j'ai eu une apparition. Et ce n'était pas une illusion de mes sens, c'était bien elle, Madame Michèle, peut-être son ombre, mais bien vivante, pompeusement parée, merveilleuse d'un charme erzulien. Elle semblait flotter tout en venant à ma rencontre. Nous nous vîmes, nous nous reconnûmes, nous nous regardâmes, nous nous sourîmes et nous nous dîmes les premiers mots, prélude à un dialogue inespéré.

– Quel plaisir de vous rencontrer ainsi, de vous voir toute pimpante, toute flottante, toute attirante, malgré de récents déboires, pour ne pas dire malgré un terrible coup bas qui vous a terrassée.

– A la vérité, je suis un roseau qui plie et ne casse pas. En passant, dites, si votre style journalistique zipzip-zapzap n'est pas parvenu à casser ma tige féminine, encore moins un ancien boulanger, arriviste de son état présent, ne parviendrait-il pas à casser mes élans. C'est mon eau qu'il a renversée, mais mon canari est encore là, *ti fi*, petite fille, réceptacle à tout liquide qui voudrait se laisser absorber.

– Ah madame, ne m'absorbez pas encore, je ne suis pas encore assez liquide pour me laisser faire. Pourquoi ne restons-nous donc pas dans le solide du vécu. Vous venez de connaître une certaine expérience avec le président, comment l'avez-vous trouvé. Même s'il n'est pas encore particulièrement âgé, l'avez-vous trouvé un homme bien dur ou bien de tendance molle ?

– Pour vous dire vrai, j'approche toujours un homme avec beaucoup de précaution, je fais toujours mon respect. Aussi n'ai-je jamais même pas frôlé le président. D'ailleurs, en conseil des ministres, nous sommes tous assis sur de petites chaises basses face à ses petits délires de chef. Quoique Première ministre, je m'asseyais toujours dans la dernière rangée. Le président est souvent le seul à parler: un monologue insipide à vous retourner l'estomac. Et si on ose l'interrompre, il est capable de réagir brusquement et de vous lâcher en pleine figue: *ay fout* ! C'est son genre foutant qui parfois nous fout la trouille. Et quand il est sur son *brenzeng* de *tafya*, il n'hésiterait pas à vous lancer: *men fèmen dyòl ou, non*. En passant, je vous dirai qu'il est un brin misogyne, brrr ! Encore qu'il ait dû remarquer que je n'ai jamais été sur son bord, *m pa janm sou bò l*. Je suis sur d'autres bords.

– Sur quels bords ?

– Vous êtes trop *fouyapòt… Bò pa m*

– Revenons à bâbord de votre gestion à la Primature et à tribord de vos rapports avec le président. Décrivez-moi donc une journée typique de Madame à la Primature.

– A la Primature ?

– Oui, à la Primature, vous n'avez rien à cacher, n'est-ce pas ? Vous avez toujours prôné la transparence. Faites-vous donc transparente. Je serais ravi de pénétrer votre transparence.

– Bon, à la Primature, qu'est-ce que je faisais, voyons voir. Je commence à travailler vers les dix heures, vous savez il faut donner le bon exemple de la promptitude, de l'exactitude et de la ponctualité au travail. Puis je me prélasse un peu dans mon fauteuil tout en sirotant un Expresso pour affronter les rudesses du métier, ce qui m'emmène aux environs de dix heures trente. Là, j'attends le coup de fil habituel, rituel, presque sacramentel de l'ambassade américaine car il faut rendre compte des progrès de ce fameux Document stratégique, vous savez, ce chiffon supposé réduire la pauvreté. Des fois j'ai envie de conjuguer : je me pète, tu te pètes, il se pète, nous nous pétons, ils se pètent, et bien sûr ils pètent tout le pays. *Ou kwè* ! L'ambassadeur, un grand péteur lui-même termine toujours son bout de conversation en me disant : *you keep pete yo*, n'arrêtez pas de les péter. Combien de fois j'ai eu envie de l'envoyer péter dans les fleurs ! *Se mwen k konnen*. Ensuite, je fais la tournée des bureaux pour dire bonjour à tout le monde. Vous savez, ici nous sommes entre…comment dirais-je, entre…

– Complices ?

– Non, voyons! Entre camarades du même sérail pour un petit bavardage par ci, un petit tripotage par là. Ce sont de bonnes habitudes socio-amico-administratives pour se détendre avant d'aborder les grands dossiers et les grandes questions de l'heure, quoique j'aie horreur des dossiers. Quelle affaire !

– Le dossier de l'affaire de Port-de-Paix par exemple ?

– Là, je sens que vous voulez me mettre dans mes petits souliers. Or vous ne connaissez pas ma pointure. Mais je n'ai crainte d'autant que l'Eternel est mon berger. Les médias ont amplifié, tordu et distordu une affaire que j'ai toujours qualifiée de banale. C'est une affaire médiatique devenue un *pèkmèl* tout à fait cacophonique à force d'interventions radiophoniques et journalistiques. Un mec en mal de notoriété a voulu faire croire qu'on avait trouvé des millions de dollars dans un coffre-fort appartenant à un filou que nous avons filé à la DEA américaine. Contrairement aux preuves photographiques que j'ai apportées pour justifier les 197 millions, personne n'a encore jamais montré une seule photo de ce coffre-fort, même vide. Alors, c'est une chose que de montrer du doigt des «complicités à haut niveau», c'est autre chose que de venir avec des preuves photographiques. Une image vaut bien mieux que mille discours.

– J'aime bien vos propos imagés. Pour l'imagination, vous en avez à revendre. Mais revenons à vos moutons, j'en entends là qui crient bêê ! Je veux dire revenons à une journée typique de votre administration.

– Oui, après la tournée des bureaux, je fais un coup de fil à la *zengèz* de Radio Quisqueya. C'est grâce à elle que je me tiens informée du pouls de la ville et du pays. Elle connaît tous les *zen*, tous les potins, tous les *tenten* qui ont cours dans les moindres coins, recoins et *rakwen* de la basse-cour politicienne. Elle est épatante de connaissances et d'informations qu'elle vous débite avec cette femelle assurance que doivent envier ses mâles partenaires souvent mal assurés. Une demi-heure en sa compagnie c'est sûrement mieux qu'un éditorial du journal Observateur. Ce qu'elle a la langue pendue ! Ce qu'elle salive un peu trop ! Ce qu'elle tripote et papote ! Avec tout ce qu'elle sait de commérages, papotages, bavardages, tripotages et autres calbindages, cette tripotière des ondes est un vrai rasoir qui sait comment filanguer, découper, rachonner, taillader et détailler la chair d'un ennemi politique pour vous la servir fraîche et toute chaude.



Madame Michèle Pierre-Louis toute pimpante, toute flottante, toute attirante, malgré de récents déboires, pour ne pas dire malgré un terrible coup bas

– Tout en vous disant bon appétit.

– Justement, et puis le temps de finir de causer *zen* et potins avec elle, ça fait bien midi, le temps d'aller me restaurer. J'aime prendre mon déjeuner dans un petit resto chic de Pétion Ville avec quelques proches copines collectionneuses des ragots et cancans de la ville. J'aime bien cette ambiance copinante, ragotante et cancannante qui vous met en appétit. Avec mes copines, je parle de tout et même de rien, surtout de rien, d'autant qu'elles n'ont rien à faire, mais beaucoup à dire. C'est entre deux gorgées d'un apéritif maison qu'elles me mettent au courant de la dernière aventure ou mésaventure de tel ministre bien trop fringant et trop galant pour son âge. Entre deux fourchettes de riz aux petits pois, elles te déshabillent un sénateur. Et c'est pas bien beau son affaire, je veux dire ses magouilles pour obtenir telle faveur du président qui lui-même ne fait pas dans la discrétion. Or, ces copines fréquentent assidûment les copains du chef de l'Etat, donc nous sommes toujours chanceuses d'avoir un déjeuner bien copiné, bien assaisonné aux épices du jour. Au dessert, j'adore les framboises flambées à la vanille. Aux environs de deux heures, je suis prête à reprendre le collier. La Primature – personne ne vous le dira – c'est un collier de misère, avec tous ces ministres qui vous importunent à tout moment, sans oublier le président jamais à court d'idées pour un coup ténébreux. Fort heureusement, après un bon déjeuner, je me sens d'attaque, je suis franche du collier, j'agis franchement et résolument et suis toujours capable de donner le coup de collier nécessaire pour abattre l'énorme tâche que m'a dévolue la Constitution : signer l'autorisation d'embaucher une nouvelle sinécure – vous voyez comme je suis franche avec vous – , m'assurer que tous les maires ne montrent pas toute la longueur de leurs doigts, pester auprès du service de collection des déchets solides pour l'état pestilentiel de la voirie, suivre de près les hauts et les bas de la criminalité, cette sorte de yoyo aux mains des malfrats, vérifier avec le chef de la Police que la nuit d'avant il n'y a eu aucun policier parmi les malfaiteurs opérant en eaux troubles et malfrates, m'assurer que les mecs de la Minustah sont bien logés, bien nourris et surtout bien armés, car il y va de la sécurité des bonnes gens, satisfaire les caprices et sautes d'humeur du Président, vraiment ce sont des journées harassantes, épuisantes, lassantes, enfin, enfin séraphin aux pieds fins, je suis débordée de travail.

– Sans vouloir faire de jeux de mots méchants, vraiment *ou dèbòde*. Vous venez de faire allusion à des coups ténébreux du président…

– Ah oui, c'est un homme des ténèbres et de tous les coups: coups de poing sur la table quand vous exprimez un point de vue différent du sien, coups de pied contre ses propres échecs, coups fanfarons en prétendant vouloir développer la production nationale, coup double à la Chambre des députés et au Sénat quand il veut la tête d'un Premier ministre, coup d'audace pour imposer un CEP à sa pointure, coup prémédité quand il boit un coup de trop, coup de tête pour imposer un Premier ministre à la va-vite et là d'un seul coup il se met tout le monde à dos sauf l'ambassadeur américain, et le dernier coup qui a tué le coucou a été son coup traître, son coup de Jarnac pour me faire destituer. Et malgré tous ces mauvais coups, il tient encore le coup. Nous sommes vraiment victimes d'un coup du destin.

– Je ne vous le fais pas dire. Dites, sans parti pris qu'est-ce que vous pensez de votre remplaçant à la Primature ?

– Maxousou ? *Bakoulou* ! *Jechèch* ! Maître dame! *Blofeur* ! Comme il sait rouler les gens ! C'est un rouleur né qui sait rouler sa bosse. Gageons qu'il n'en sortira pas bossu. *Bouch li dous* ! Je le connais bien, on est du même sérail, les mêmes cabris de Thomazeau, même pelage, même cornes, même barbiche, même bêêê. Il va devoir marcher sur des charbons ardents. Est-il assez *kanzo* pour ne pas se brûler ? Sert-il fidèlement Ogou Feray pour s'assurer une solide protection contre le papa loa du Palais national ? Seul l'avenir le dira. Je lui souhaite toutefois de ne pas être victime d'une glissade inattendue. Ça lui ferait un douloureuse tombade, moi j'en ai encore les reins tout en marmelade.

– Vous ne seriez pas candidate pour 2010 ?

– Dieu me garde de la maladie manigate ! C'est une affection chronique, purulente, débilitante, décapante, récidivante, déformante, sclérosante, handicapante, rebelle à toute thérapie et qui finit par faire de vous un *zonbi mannmannan*. Vous ne me souhaitez quand même pas tant de mal ?

– Assurément pas, mais je ne vous lâcherai pas sans aborder avec vous la question épineuse des 197 millions, un vrai *pikan kwenna* à votre talon.

– Bon, maintenant que je suis hors orbite, je m'en vais vous raconter. L'histoire des 197 millions, c'est un vrai conte de fées, quelque chose qui tient du réalisme merveilleux cher à Alexis. Imaginez que l'argent avait été réparti entre les ministères concernés. Chaque ministre avait donc sa feuille de route et sur chaque feuille étaient consignées les tâches à accomplir, les modalités d'usage des fonds. Mais vous savez qu'en Haïti tout se fait au petit bonheur, et au niveau des institutions de l'Etat ça se fait plutôt au grand bonheur des commis, et au plus grand bonheur des plus grands commis. Ainsi, lors d'un conseil des ministres (à huis clos) une frénésie feuillante, une crise foliante s'est emparée de ces messieurs et dames qui ont commencé à délirer *: fèy o, sove lavi mwen nan mizè mwen ye, o* ! C'était en présence du président qui se mit alors à chanter : *ban m pa m san dous, m a mete siwo ladan l.* Et toutes les feuilles se sont envolées, vous comprenez ?

– Bien sûr. Donc, à la manière du pays c'est une administration qui flotte entre le réel et le surnaturel, et c'est dans l'épaisseur ouatée de cette flottaison qu'il faut aller chercher ce qu'il est advenu des 197 millions, c'est bien ça ?

Exactement, mon cher, *ou s oun bon Ayisyen natif natal*. Compliments.

Lèt Aristide pou KEP la

Dr. Jean Bertrand Aristide
Ansyen Prezidan Repiblik Dayiti
Reprezantan Nasyonal Fanmi Lavalas

Mesye Gaillot Dorsainvil
Prezidan Konsèy Elektoral Pwovizwa
Repiblik Ayiti



Mesye Gaillot Dorsainvil
Prezidan Konsèy Elektoral Pwovizwa



Dr Jean Bertrand Aristide
Ansyen Prezidan Repiblik Dayiti
Reprezantan Nasyonal Fanmi Lavalas

Mesye Dorsinvil,

Mwen salye w e remèsye w pou lèt ou te ekri m nan dat 9 Novanm 2009 la. M t ap byen kontan vin patisipe nan reyinyon 13 Novanm la, men malerezman delè a te twò kout. Lesepase Gouvènman Ayisyen an poko rive isit an Afrik diSid. Donk, ma vini nan yon pwochen okazyon.

Annatandan, mwen mandate Dr. Maryse Narcisse pou reprezante Fanmi Lavalas devan Konsèy Elektoral Pwovizwa a. Li gen pouvwa pou enskri kandida pou pòs depite ak senatè Fanmi Lavalas ki pare pou patisipe nan eleksyon lib, onèt e demokratik. Li gen pouvwa pou pale ak Konsèy Elektoral Pwovizwa a nan non Fanmi Lavalas annatandan mwen retounen.

Mesye Dorsainvil, lè ou jije l nesesè, ou ka toujou ekri m, jan ou te fè l nan lèt 9 Novanm lan.

Mwen kontan salye w yon lòt fwa e m swete sètfwasi, nouvo KEP sa a va jwenn libète total kapital pou òganize eleksyon lib, onèt e demokratik.

Tout moun se moun.
Tout moun konte
Vòt tout moun konte.

Patriyotikman,

Dr Jean Bertrand Aristide
18 Novanm 2009
Pretoria-Afrik diSid

18 Novanm 1803-18 Novanm 2009:

206 zan aprè, batay pèp ayisyen an ap kontinye

Nan lokazyon 206zyèm lane batay Vètyè a, kote batay lame endijèn lan te goumen pou Ayiti vin premye Repiblik nèg lib nan kontinan ameriken an; plizyè aktivite te òganize pou make dat sa a. Pami aktivite sa yo te genyen: manifestasyon, jounen refleksyon, konferans deba elatriye. Se òganizasyon ki pi konsyan nan mouvman popilè ayisyen an ki te òganize yo nan prèske tout peyi a, pou di non ak tout fòs okipasyon peyi a, tout lòt pwojè k ap manniganse pou mete Ayiti sou titèl peyi etranje.

Se nan sans sa a plizyè òganizasyon kouwè: Chandel, UNNOH, ASID ansanm ak plizyè lòt òganizasyon etidyan te tanmen yon manifestasyon kont fòs okipasyon Loni an MINUSTAH nan peyi Dayiti. Manifestan yo ki te plizyè santèn te fè virewon nan pye papa Dessalines sou channmas la pou mande l ba yo fòs ak kouraj pou libere peyi a anba fòs fènwa yo ki nan peyi a depi plis pase 5 lane. Manifestan yo te fè yon virewon nan plizyè ri nan kapital la pandan yo t ap voye eslogan tankou : Aba okipasyon! Aba okipasyon !

Aprè manifestasyon an, nan aprèmidi konsa, ajan SIMO yo te debake nan Fakilte Syanzimèn lan kote yo te bonbade etidyan yo ak gaz lakrimojèn, yo te arete ilegalman a 2 pwofesè, 2 anplwaye bibliyotèk ak 12 etidyan, al fèmen nan komisarya Pòtoprens lan. Aprè manifestasyon etidyan yo, lajistis te rive libere kòdonatè Fakilte a, Hansy Pierre ak 2 anplwaye bibliyotèk la ki se Marie Nicole Auguste ak Schiller Joseph. Etidyan lapolis ak lajistis fèmen nan prizon gwo ponyèt yo se: Alexandre Abdonnel, Johnny Charles, James Pétion, Elysé Desrose, Jackson Noël,Charles Jodesty, Franklin Louis jeune,Larrieux Bernardin, Géhu Préval, Miché Alzimé ak pwofesè Jean Eliphète Gué.

Après arestasyon 16 moun sa yo nan Fakilte Syanzimèn mèkredi 18 novanm 2009 la, etidyan yo te òganize 2 jounen manifestasyon, jedi ak vandredi pou fòse otorite yo libere etidyan yo. Etidyan yo di y ap kontinye manifeste jiskaske lajistis ak pouvwa fòs fènwa yo libere tout etidyan yo te kidnape nan Fakilte Syanzimèn mèkredi 18 novanm lan. Sou presyon etidyan yo, jij Carvès Jean te rive libere yonn nan etidyan yo lendi 23 novanm nan, ki se Brutus Kindflore aprè l te fin tande l. Etidyan yo ki t ap manifeste devan palè jistis la lendi 23 novanm nan ak pankat nan men yo, voye anpil pawòl piman bouk kont otorite yo nan pouvwa a ak nan rektora Inivèsite Leta Dayiti a. Etidyan yo t ap chante konsa : « Kriminèl yo nan lari, etidyan yo nan prizon, Asasen yo nan lari, etidyan yo nan prizon. Asasen yo nan palè, etidyan yo nan prizon. Lajistis ayisyèn kote moralite w ».Yon lòt kote etidyan yo t ap poze kesyon pou di : « Si yon moun ap mande depa fòs okipasyon an, minustah nan peyi a, èske sa sifi pou yo voye Cimo yo arete l, kidnape l al fèmen l nan prizon ? Si se pou sa y ap arete tout etidyan yo al fèmen yo nan prizon. »

Kòdonatè Fakilte Syanzimèn lan, Hansy Pierre bò kote pa l fè konnen Syanzimèn pap janm tounen Fakilte medsin, kote lapolis tabli yon komisarya deja kèk mwa. Pwofesè yo nan Fakilte a ki t ap patisipe nan manifestasyon an, mande liberasyon tout etidyan yo te arete epi kritike responsab rektora a ki pa janm denonse zak kidnapin ajan PNH yo te fè sou etidyan yo, pwofesè yo ak anplwaye bibliyotèk Fakilte a. Rektora a pa janm voye avoka li yo al defann etidyan yo. Etidyan Fakilte Agwonomi yo, bò kote pa yo te fè yon kanpe travay yè lendi a pou pwoteste kont arestasyon etidyan Syanzimèn yo. Etidyan Agwonomi yo mande depa fòs okipasyon Loni an, Minista nan peyi a, pandan y ap mande responsab Leta yo nan peyi a pran responsabilite yo pou fè inivèsite Leta a mache kòm sa dwa pou etidyan yo ka al reprann aktivite yo.



Manifestasyon kont fòs okipasyon Loni an, MINUSTAH nan peyi Dayiti, nan okazyon anivèsè batay Vètyè a 18 novanm 2009 la

Aprè plis pase 206 lane batay Vètyè a ki te abouti a endepandans peyi a, retire pèp ayisyen an nan lesklavaj, pèp ayisyen an jounen jodi a anba yon fòs okipasyon ak yon pouvwa antipèp, ki mete mas pèp la deyò nan lavi politik peyi a. Etidyan yo ki kenbe flanbo mobilizasyon an kont Minista ak fòs reyaksyonè yo nan peyi a te pwofite 18 novanm nan pou di yo pa dakò ak fason rejim anplas la ap mennen bak peyi a e yo mande mas pèp la leve kanpe pou chanje sitiyasyon malouk sa a k ap fini ak peyi a.

Yves Pierre-Louis

La justice selon Paul Denis

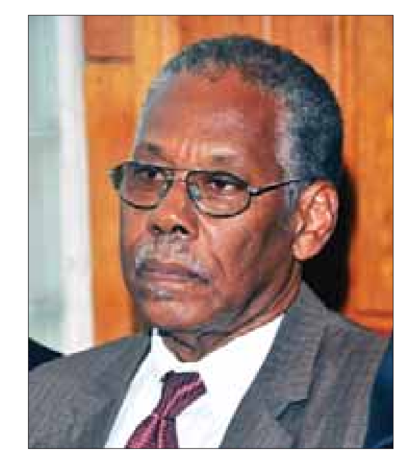
Par Jerson Philippe

Le droit est absolument indispensable dans une société qui se veut civilisée. Il contribue dans une large mesure à entretenir la stabilité des institutions et à garantir la sécurité de la personne humaine. Il impose donc un ordre auquel doivent se soumettre les individus, les groupes et les institutions. Il est universellement admis qu'aucune civilisation ne peut fonctionner sans admettre son importance dans le cadre d'une harmonie, au mieux d'une cohésion sociale. Si partout le droit évolue, chez nous en Haïti il ne fait que régresser.

Cette appréhension est d'autant plus fondée qu'une nouvelle tête vient d'être installée au ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Paul Denis, un anti lavalas irréductible, aigri, et un revanchard de la première heure. Fin expert en diffamation, il avait ouvertement accusé le Président Préval d'avoir financé sa campagne électorale présidentielle avec les dividendes du trafic illicite de stupéfiant. C'est ce même Paul Denis le nouveau matador issu de la dissidence de cette OPL que le Président Préval s'est donné pour mission de rendre non opérationnelle. *E li rive depatcha l pakanpak* à partir de cette nomination. « *Et maintenant, je n'ai plus de lien avec les mauvais trafiquants mais avec toi* », lui a rappelé le Président Préval. Peu après son installation, Paul Denis s'est montré très zélé au point qu'il fait semblant de rencontrer les commissaires du Gouvernement. Des consignes auraient été passées aux doyens des 18 juridictions de la République. L'objectif serait parait-il de projeter une autre image du système judiciaire haïtien. *Ban m pou m sou pitit*. La lutte contre la corruption et la détention préventive prolongée semble être la préoccupation majeure du nouveau *Chèf tou pisan* du Ministère de la Justice.

Le Président René Préval a semble-t-il discuté des moyens à mettre en oeuvre en vue d'un changement dans le système judiciaire haïtien. *Ou tande bèf ale wè.....!* C'est plus qu'une évidence qu'ils vont magouiller pour enfouir les prisonniers Lavalas dans les cellules de l'injustice où les a enfermés depuis tantôt six ans l'épouvantable Bernard Gousse, *pi mechan pase mangous*. Dans un système inique où seuls les pauvres vont en prison l'impunité est légendaire, tous les auteurs de grandes infractions tel le détournement des 197 millions restent en général impunis. *Nan peyi isit se ti vòlè banann sèlman ki al nan prizon*. Vols à grande échelle, viols, meurtres, assassinats, enrichissements illicites, abus d'autorité sont monnaies courantes. Les cas des journalistes assassinés, Jean Dominique, Jacques Roches (*Guy Delva ap tete sou do mò*). *Se lanmò ki fè opòtinis sa a yo viv*. Des auteurs et complices de massacres de paysans: Piatre, la Scierie, Jean Rabel restent impunis. Hmm, *sa pa regade ti Pòl se malere ki mouri.*

L'inadéquation du cadre légal ainsi que sa désuétude donnent libre cours à ces dérives sociétales. Greffiers et huissiers disent vouloir respecter leur serment d'allégeance. *Tout se pawòl*. Mais leur maigre salaire ne leur permettant pas de



Le ministre de la Justice Paul Denis, ex-président de la Commission d'enquête administrative sous le gouvernement de Gérard Latortue

répondre à leurs obligations familiales, les en empêche et même les oblige à se prostituer pour moins qu'une pitance.

9 800 gourdes net est le salaire d'un greffier et 5 400 gourdes celui d'un huissier. Jusqu'à présent, ils misent toujours sur l'ajustement de salaire qui est une promesse de René Préval. *Ti Pòl, blòf ak dilatwa se viris lespwa ki anvayi peyi a* ! Le droit privé a pour finalité la défense et la protection des intérêts particuliers. Le droit public quant à lui a pour finalité la défense et la protection de l'intérêt général. Le droit public n'ignore pas pour autant les intérêts privés. Il tend de plus en plus à opérer un arbitrage entre les intérêts publics et les intérêts privés. La distinction entre droit public et droit privé, même si elle répond à un besoin pédagogique, n'est pas étanche. Le code civil ainsi que le code pénal haïtien sont d'inspiration du code Napoléonien. Ils n'ont jamais été réformés en dépit des persistantes réclamations de la société contemporaine. En effet, le droit est une discipline transversale, de la politique à l'État, de la famille à la santé, de l'économie à l'agriculture, des sports aux loisirs, de l'éducation à la culture, de l'environnement à l'aménagement du territoire, de la propriété privée au domaine des biens publics.

Bòs ti Pòl koute tande. En général, le droit fait l'objet d'une division en deux branches distinctes : le droit privé et le droit public. Fatalement inaccessible aux masses paysannes et ouvrières (plus de 2/3 de la population), il l'est aussi aux plus démunies. Et ce, par son organisation, son fonctionnement, son coût et une centralisation à outrance des tribunaux dans les centres urbains. Donc, un état d'assujettissement au pouvoir exécutif qui malheureusement est inféodé aux mafias traditionnelles. *Asosye ti Pòl li jou* ! C'est à l'Exécutif qu'il revient la prérogative de nommer, de révoquer, de déplacer les magistrats de façon discrétionnaire. Mais cet état de fait est en flagrante contradiction avec les dispositions de la Constitution de 1987.

Le droit privé étudie les rapports entre les personnes privées : physiques et morales. Il comprend notamment le droit civil, le droit des affaires, le droit du travail et le droit international privé. *Kisa ti Rene do voye ti Pòl al chèche nan Ministè Lajistis la* ?

Par contre, le droit public étudie les personnes publiques (État, collectivités territoriales, organismes autonomes, organisations internationales), les rapports entre elles, ainsi que les rapports entre personnes publiques et personnes privées.

Il comprend essentiellement le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit financier, le droit fiscal, les droits fondamentaux de la personne humaine et le droit international public. A ces disciplines générales s'ajoutent les autres disciplines spéciales: le droit de l'éducation, le droit de la culture, de droit de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Le droit de l'environnement, le droit public économique et le droit communautaire caribéen sont autant de particularités du droit. Au moins 8 tentatives de réformes judiciaires de 1996 à nos jours se sont sauvagement cognées au cynisme des tenants du système. *Paul Denis a laksyon! Gassant an chat pent. Ti René ap fè laloz. Georges Moïse an soufrans ap mande refòm toujou !*

La nomination du président de la Cour de Cassation reste l'une des préoccupations du nouveau ministre (*papa toudenkou*). « *Le Président Préval (son patron) traite avec sérénité ce problème. Bientôt le vide sera comblé à la Cour de Cassation. Tout juste après, ce sera la formation du Conseil Supérieur du Pouvoir judiciaire (CSPJ)* », a-t-il ajouté. Georges *Moïse ou gen lè ka bon, jij, grefye ak isye yo a sispann plenyen pou ogmantasyon salè.*

Paul Denis, ex-président de la Commission d'enquête administrative sous le gouvernement de Gérard Latortue (Gwo Gera), est connu pour ses prises de position théorique contre la corruption. Mais, les organisations de Droits humains et de Droits des Femmes les plus actifs : JILAP, BAI, CONAP, demeurent encore plus préoccupées. De plus, les nombreuses recommandations venant de ce secteur sont souvent écartées dans ces propositions de réformes. Le dysfonctionnement du système judiciaire est également dû à une inefficacité de ses institutions dites auxiliaires.

La Police Nationale malgré les efforts pour son fonctionnement adéquat, fait encore face à de graves problèmes d'orientation, d'organisation et d'administration. L'institution ne s'est pas encore totalement affranchie de la dépendance des pouvoirs politiques. Elle est au service des multinationales suceuses de sang, des mafias de tous bords et des influences étrangères, en particulier, celle des occupants dissimulés sous le label MINUSTAH. *Bèèèèèè !*

De nos jours, on observe une interpénétration du droit public et du droit privé. On peut ainsi dire que le droit public tient le droit privé en état. En d'autres termes, le dysfonctionnement des institutions de droit public paralyse grandement les institutions de droit privé. La corruption grandissante, l'implication de nombreux policiers dans les trafics de la drogue, le kidnapping, le viol des femmes, de vols à main armée suivis d'assassinats, d'exactions et d'abus divers n'en sont que quelques exemples. *Polisye tèlman nan grangou, yo menm tonbe nan fè grèv pou lajan manje*. Le non respect des commandements, est du nombre des cancers qui gangrènent la PNH. *Andresòl gen lè an pàn chèf ? Jan sa kale kò l nan pèsekite Merilyen. Depi Andresol pa la direksyon*

Suite à la page (16)

Pour avoir rappelé au maître un triste souvenir, l'empereur est sévèrement puni



Destiné Jean Marcélus et sa troupe, cet acte ne fait que stigmatiser le souvenir d'un combattant révolutionnaire qui a défié les maîtres du président Préval

Par Jackson Rateau

Le mardi 17 octobre dernier, juste à la veille de la commémoration de l'anniversaire du combat de Vertière le 18 novembre 2009, c'était la frénésie d'un frisson morbide qui paralysait les agents de sécurité composant la brigade de surveillance du président de la République dans les parages du palais national. La vue d'un homme travesti des habits de l'empereur Jean Jacques Dessalines leur ferait croire au fantôme ou à la résurrection de ce dernier. Certains d'entre eux auraient déjà de l'eau pleine la bouche, les lèvres lourdes et les pieds engourdis. Ils s'apprêtaient même à prendre le large.

Mais tout est revenu au grand calme quand des agents de la PNH, bravant le pseudo revenant, ont fini par procéder à son arrestation. Le faux empereur de son vrai nom Destiné Jean Marcélus, juchant son cheval, se frayait un passage, puis, finissait par intégrer le cortège présidentiel jusqu'à la barrière du Palais qu'il franchissait. D'ailleurs, toujours chic et habillé du vêtement protocolaire de l'empereur et perchant sa monture, il était présent au Pont Rouge le jour de la commémoration de l'anniversaire de l'assassinat du père de l'indépendance le 17 octobre 2009. « *Je voulais simplement m'adresser au président de la République pour les préparatifs du 18 novembre* », a déclaré Destiné Jean Marcélus aux agents policiers qui ont procédé à son arrestation. Tandis qu'on a gardé en captivité son coursier sur la cour du commissariat de Port-au-Prince.

Voyez comment ces dirigeants sont cyniques, ingrats et irrévérencieux envers nos aïeux ; combien aussi ils ont couvé de rancunes contre nos héros pour avoir battu les français comme des chiens à Vertières. D'ailleurs, quel genre de réponse ont-ils adressé à la France qui osait envoyer son contingent surnommé « Bataillon de Rochambeau » dans la ville du Cap lors de la reprise du pays en 2004. Quelle honte!

Qu'ont-ils fait à l'ancien colonel Himmler Rébu qui a eu le culot de descendre le drapeau national bleu et rouge pour en revanche hisser le drapeau français au mât de Vertières qui fût le théâtre de la dernière bataille de libération de notre peuple où ces criminels fûrent humiliés par nos braves ? Qu'ont-ils reproché au brigand Guy Philippe qui a sali l'image du pays et qui est encore libre de ses mouvements, tout en trafiquant de la drogue. Qu'ont-ils à reprocher à ce malheureux qui, simplement, s'est déguisé à l'image de l'empereur, à titre d'un messager peut être ? Est-ce un crime ?

Pour eux, il ne faut jamais revenir sur des faits, rappelant la mémoire de notre passé glorieux. C'est trop déplaisant à leurs maîtres. L'acte du citoyen Destiné Jean Marcélus ne fait que stigmatiser le souvenir d'un combattant révolutionnaire qui a défié les maîtres du président. Et, pour comble de tout ça, il doit être puni, et le blanc, le maître du territoire, de notre nation serait satisfait de la réaction du commandeur qui a fouetté son esclave.

En attendant qu'il soit jugé de cet acte sublime de se travestir des vêtements de l'empereur pour rappeler sa mémoire, Destiné Jean Marcélus est en train de purger sa peine dans une cellule de prison à Port-au-Prince.

Elections : il y aura ceux qui seront « élus » et ceux qui « passeront »

Par Catherine Charlemagne

Depuis le dix-neuvième siècle, certains penseurs haïtiens, comme Antoine Innocent, considéraient Haïti, vu sa classe politique et sa gestion étatique, comme une plaisanterie. Ils disaient ceci : *Ayiti se yon veritab griyen dan*. D'autres au vingtième siècle, des étrangers ceux-là, à l'instar de l'écrivain Graham Greene, estimaient que les politiciens et les élus de ce pays ne sont rien de moins que des « Comédiens ». Certains disent de très médiocres. Tout le monde a entendu parler du célèbre roman intitulé : *Papa Doc et les Tontons Macoutes*. Aujourd'hui, au vingt et unième siècle, sur le plan politique, les choses ont-elles changé, se sont-elles amélioré ou dégradé? Bizarrement, il existe une seule personne dans ce singulier pays, qui détient la réponse : l'actuel Président de la République, M. René Garcia Préval.

En effet, de Jean-Jacques Dessalines à Sténio Vincent et de Elie Lescot à François Duvalier jusqu'à l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide, aucun de ces chefs d'Etat n'avait aussi mieux connu la classe politique haïtienne que le Président René Préval qui, au fil des années, démontre qu'il est l'homme le plus redoutable de cette classe de politiciens. Tous ses prédécesseurs ou presque ont eu au moins une certaine base politique et s'appuyaient sur un quelconque socle idéologique parfois de pure forme, voire démagogique pour imposer leurs tentacules sur l'ensemble de la classe politique.



Préval souhaiterait avoir au parlement, soixante-dix députés à l'image du sénateur Jean Joseph John élu lors de la dernière mascarade électorale

François Duvalier emprunta le « noirisme » et mystifia la population avec son histoire de la « classe dominante ». Le Président Aristide essaya le « pouvoir au plus grand nombre » *Lavalas*, avec la classe populaire. C'est la fameuse classe défavorisée des bidonvilles qui, aujourd'hui encore, s'accroche à lui comme à la prunelle de ses yeux. Mais aucun d'entre eux n'est arrivé à concrétiser son rêve : dominer toute la classe politique haïtienne de la gauche vers la droite sans oublier le centre si, toutefois en politique, cette entité existe vraiment. Or, le Président René Garcia Préval qui, en terme de popularité ou de foyer politique propre, ne représente que lui-même, est sur le point de réaliser quelque chose que même dans ses rêves les plus Machiavéliques il n'aurait imaginé : mettre tous les partis politiques et les politiciens à son service exclusif. Certains incrédules ne voulaient pas nous croire ou ils étaient sceptiques, lorsque nous avions écrit dans ce journal que l'objectif prioritaire de la présidence

Suite à la page (16)

CamPerrin : mobilisation pour un Etat civil équitable

Par Judex Durand

Le mercredi 18 novembre 2009, le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) avait organisé une tournée de sensibilisation sur l'Etat Civil à Camp-Perrin, sur le thème : « Ensemble, conjuguons nos efforts pour un système d'Etat Civil haïtien sans discrimination et sans exclusivité ». Il y avait différentes couches de la population qui étaient présentes, telles : ASEC, CASEC, pasteurs et autres. Cette tournée de sensibilisation a déjà touché les 18 communes du département du Sud. Maître Harry Milien et le pasteur Angénor Brutus, étaient les deux animateurs du GARR qui animaient la rencontre. Ils ont fait un plaidoyer avec les participants sur la situation des enfants dans le système de l'Etat Civil haïtien. Pourquoi ce plaidoyer ? La problématique de l'enregistrement et de l'identification en Haïti est une question sérieuse qui affecte toutes les couches sociales de la population haïtienne.

Parce que plus d'un million d'Haïtiens Haïtiennes, évoluent, durant toute leur existence, sans être enregistrés, c'est-à-dire sans posséder un document d'identité, selon le Directeur de l'Archive nationale. Donc, le système d'Etat Civil Haïtien encourage la discrimination contre ces enfants parce que plus de 30% des nouvelles naissances en Haïti ne sont pas enregistrées. La raison en est que la plupart des officiers d'Etat Civil ne trouvent pas assez de formulaires pour remplir les déclarations de naissance. Ils font des copies, juste pour faire leur travail, mais heureusement chaque acte de naissance original a son propre numéro qui l'identifie dans le cahier dans lequel il est enregistré. Les copies qui ont les mêmes numéros ne peuvent pas être enregistrées. Au moment de faire une déclaration, il est donc recommandé de vérifier le papier pour voir si c'est une copie ou un original.

Le GARR trouve cette situation indigne, inacceptable et non respectueuse des droits de la personne. C'est une violation flagrante du droit à l'identité de l'enfant. Pour combattre toutes ces formes de discrimination et de préjugés à travers le système d'Etat Civil haïtien, il a adressé une pétition à l'Exécutif pour demander au gouvernement haïtien de prendre de bonnes mesures pour donner à tous les enfants du pays un acte de la même manière sans discrimination. Pour faciliter l'enregistrement de tous les enfants haïtiens, le GARR propose l'adoption de mesures continues pour enregistrer correctement et de la même manière toutes les nouvelles naissances, dans un délai ne dépassant pas une année, quel que soit le lieu de naissance et le statut matrimonial des parents, sans aucune mention discriminatoire sur les actes. Une attention particulière doit être accordée aux sections communales les plus éloignées du centre-ville en les dotant de bureaux d'Etat Civil du personnel et des ressources capables de faciliter l'enregistrement de tous les enfants qui y naissent.

C'est le rôle des CASECs à travers les sections communales : l'adoption de mesures spéciales pour faciliter l'enregistrement des enfants de rue, en domesticité ou les enfants se trouvant dans les centres d'accueil et qui n'ont aucune information sur leurs parents, sur leur date de naissance, leur âge, etc. Ils sont victimes de discrimination et d'humiliation à cause de certaines mentions portées sur leur acte de naissance. L'enregistrement des mineurs se situant dans les tranches d'âge entre 25 mois et 18 ans. On considère qu'un acte de naissance c'est le premier document d'identité dont une personne a besoin pour s'informer dans quel pays d'où il vient, son nom avec l'inscription de sa date de naissance, du nom de son père et de sa mère. On considère que le code civil haïtien donne la possibilité aux officiers d'Etat civil de rédiger les actes avec des mentions discriminatoires, telles que : déclaration mère, déclaration père, citadin, etc. On considère qu'un grand nombre d'enfants sont maintenus en dehors du système (enfants de rue, enfants en domesticité, etc.)

Tous ces enfants ne jouissent pas des mêmes droits en raison des différenciations établies dans leur acte. Un diagnostic réalisé en novembre 2007 par le GARR, avec l'appui de l'Organisation canadienne, Droit et Démocratie révèle que les systèmes d'enregistrement et d'identification du pays sont caractérisés par l'exclusion et le dysfonctionnement et en même temps viole le droit à l'identité, un droit fondamental qui ouvre les portes à tous les autres droits. Le GARR a décidé de sensibiliser d'autres personnes et organisations sur l'urgente nécessité d'une réforme en profondeur du système.

Dégradation de la situation des enfants en Haïti



Des enfants démunis et mal nourris en Haiti

Par Yves Pierre-Louis

Le vendredi 20 novembre dernier, c'était la célébration de la journée mondiale de l'enfance. En Haïti, en cette occasion toute une série d'activités de sensibilisation sur la problématique des enfants a été réalisée par des institutions internationales relevant des forces d'occupation du pays. Au nombre de ces activités figuraient des forums, des colloques, des ateliers de réflexion. Les dirigeants de l'Etat haïtien qui devraient être en premier concernés par cette situation de fait n'ont encore rien fait pour améliorer les conditions de vie des enfants haïtiens.

La journée mondiale de l'enfance, ce 20 novembre a également coïncidée avec le 20e anniversaire de l'adoption de la convention, relative aux droits de l'enfant, entrée en vigueur en 1990 et ratifiée par Haïti en 1994. La veille de cette journée, le jeudi 19 novembre, un atelier d'expression pour les enfants démunis s'était déroulé au parc Historique de la Canne-à-sucre à Tabarre. Avec la participation de 80 enfants, cet atelier se déroulait sous le thème : *« Kijan lavi m ta ye si m t al lekòl »*. L'objectif principal de cet atelier était de donner une chance aux enfants des rues de s'exprimer et de développer leurs talents artistiques. Intervenant à cet atelier, le chef de la délégation de l'Union Européenne en Haïti, Francesco Gossetti a rappelé que les enfants sont des patrimoines qu'il faut conserver et il est nécessaire d'avoir un moment pour réfléchir sur le devenir des enfants dans la société haïtienne. « *L'accès à la scolarité, l'accès à la nourriture, l'accès à un espoir d'avenir sont souvent mis en mal par les difficultés économiques. On essaie de résoudre cela en pensant à la croissance, mais la croissance souvent n'arrive pas à tout modifier. Il est important que beaucoup de ressources soient consacrées aux problèmes des enfants. C'est un peu l'essence de cette activité à savoir ce que nous pouvons faire pour eux* », a-t-il indiqué

Le responsable chargé de recherches sur Haïti à Amnesty International, Gérardo Ducos, de son côté a lancé un appel à la protection des enfants en Haïti. Les mineurs qui travaillent comme domestiques dans de très mauvaises conditions sont assimilables à l'esclavage. « *En Haïti, la plupart des mineurs employés de maison sont traités quasiment comme des esclaves. Haïti doit renforcer ses engagements en faveur de la protection des mineurs employés de maison et prendre des mesures concrètes pour améliorer leur situation. De ce fait Amnesty International a lancé une campagne exhortant le gouvernement haïtien à adopter des mesures pour protéger les mineurs employés de maison contre les violences, les mauvaises traitements et exploitation.* »

De plus, en 2007, le nombre des filles employées comme domestiques chez quelques familles en Haïti est estimé à plus de 100 mille, selon le Fond des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF). La responsable de communication du Fond des Nations-Unies pour l'Enfance, Ingrid Arnesen, quant à elle a critiqué l'inefficacité des engagements pris par l'Etat haïtien dans le but d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. « *Les différentes études ont révélé que plus de 4 enfants sur 10 vivent dans la pauvreté absolue. En Haïti, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans reste encore le plus élevé de la région. Plus de 4 enfants sur 10 sont privés de services sanitaires de base* » A-t-elle fait savoir. D'autres sources avancent que plus de 40% d'enfants haïtien qui ont l'âge d'aller à l'école n'ont pas eu l'opportunité de le faire. Plus de 500 mille enfants haïtiens sont abandonnés à travers les rues de la capitale haïtienne, vivant uniquement de la mendicité quotidienne.

Selon les statistiques publiées par la brigade de protection de mineurs et des crimes sexuels de la Police nationale d'Haïti, supportée par UNPOL de la Minustah, de janvier à novembre 2009, 13 garçons et 6 filles ont été victimes de meurtre à travers le pays. D'un autre côté, 176 enfants ont été impliqués dans des activités illégales et 93 autres dans des actes de viols soit comme victimes soit comme agresseurs. Les meurtres des enfants représentent 5% de l'ensemble des meurtres enregistrés dans tout le pays.

Sur le plan juridique, depuis 1961 la loi a prévu une procédure spéciale pour la justice des mineurs

Suite à la page (15)

Shooting Incident Sparks Anger at U.N. Troops



Witnesses say U.N. soldiers fired on curious Haitians who approached two U.N. helicopters which had landed in a rural area at night

By Ansel Herz

Port-Au-Prince, Nov 20 (IPS) - Under a beating sun in the grassy field where two U.N. helicopters landed in Grand Goâve last week, 19-year-old Benson Blanc moved his hands as if rapid-firing a gun into the ground in front of him and made a "tok-tok-tok-tok" sound. This is how the soldiers opened fire, he said.

Residents of this quiet seaside town an hour west of Port-Au-Prince were awoken at about 1 a.m. on Nov. 10 by the sound of helicopters flying low overhead. A curious crowd amassed around the aircrafts.

One of the helicopters had mechanical trouble and had to make an emergency landing, said U.N. spokesperson Sophie Boutaud de la Combe. To lighten the load on the damaged helicopter, the Chilean crew moved white boxes of supplies into the other helicopter for several hours.

She also said, in a radio interview broadcast here in the capital city, that troops only fired once into the air in attempt to disperse the crowd. They had called for backup from the local platoon of Sri Lankan U.N. troops.

"*When the backup came they started shooting, the population ran away and hid behind the bushes,*" Blanc said. "*Their chief, Mr. Rodriguez, said that he is not playing with nobody's ass. He said if anybody wants to cross the field they need to tell him first or he'll shoot them.*"

Over a week later, Rinvil Jean Weldy, 50, is still nursing a bulging wound on his right shoulder. He can't use his right arm much because of the pain, as he tends to his family's small beachside home. He said he's a health worker who has worked for the Haitian government and the U.N. children's agency UNICEF.

"*I was home then I heard a strange noise and I saw people running,*" Weldy told IPS. "*I wanted to give my help in case something bad happened. The crowd was too close to the helicopters so I wanted to move away. That's when they opened fire and hurt me. I want justice and reparations.*"

Haitians interviewed Sunday in Grand Goâve said U.N. troops, known by their acronym MINUSTAH, fired several rounds into the ground at around 5 a.m. They said the soldiers would not let anyone, including farmers who wanted to reach the beach to go fishing, cross the field. A piece of a bullet struck Weldy, who was rushed to the hospital by Haitian police.

"*When they saw the crowd getting big, they shot on the field,*" said Louis Natacha, a woman who lives nearby. "*There would have been more victims if we didn't run away. Anybody could be a victim. Weldy was there like everybody, he wasn't doing anything wrong. We want MINUSTAH to leave.*"

Boutaud de la Combe, the U.N. spokesperson, told IPS there is an ongoing internal investigation into the incident. She said if troops fired into the ground, not in the air, that was a mistake. If Weldy wants reparations for his injury, she said, he needs to file an official complaint. Guatemalan U.N. military police visited him Monday, but Weldy said he did not feel comfortable speaking with them.

International officials and the Haitian government credit MINUSTAH with improving security in Haiti. But some Haitians see the foreign troops as prone to using reckless force with impunity.

When last summer massive crowds attended the Port-Au-Prince funeral of Father Gérard Jean-Juste, a popular priest, U.N. troops were seen on state television opening fire. A 22-year-old man was killed, although MINUSTAH denied responsibility for the shooting, saying the bullet's calibre was smaller than that used by U.N. troops.

Brazilian U.N. troops arrested Franki Maze, a social leader in the Port-Au-Prince slum of Bel-Air, on the night of Sep. 9. While a medical exam from that night did not validate Maze's claim that he was sodomized, it found bruising and inflammation on his face and body. He was released later that day.

The U.N.'s internal investigation cleared the troops of any wrongdoing and charged Maze with fabricating parts of his story. It said he was caught in possession of marijuana and tried to run away.

Mario Joseph, a human rights lawyer with Bureau des Avocats Internationaux, is frustrated with how the peacekeeping force handles accusations of abuse. "*It's their tactic: 'All people in Haiti are liars for MINUSTAH',*" he said. "*I filed two complaints in Cité Soleil cases. All the time they make their own inquires. We need to have independent inquires.*"

The U.N. Security Council extended MINUSTAH's mandate another year last month, marking its fifth year in Haiti. The Brazilian military commander, Gen. Floriano Peixoto Vieira Neto, told Reuters in a recent interview that the force is not likely to leave anytime soon.

"*The strides we've made in security haven't been matched by the socioeconomic gains we hoped for, and so that's why we say that the status in Haiti is extremely fragile,*" he said.

On Wednesday, the 206th anniversary of Haitian general Jean-Jacques Dessalines' crushing victory over French colonial troops in the Battle of Vertières, two university professors and twelve students were arrested by Haitian police after protesting the presence of foreign troops on Haiti's soil, according to the Haitian news agency AlterPresse. It is not clear why they were taken into custody.

Ansel Herz can be contacted atansel.herz@gmail.com.

The Jean Dominque Murder Investigation: An Interview with Mario Joseph and Brian Concannon

(The first of three parts)

By Jeb Sprague

Over nine and a half years ago, on April 3, 2000, popular radio journalist Jean Dominique was shot four times in the chest as he arrived for work at the Port-au-Prince station he owned, Radio Haïti. The gunman also killed the station's security guard Jean-Claude Louissaint. Haitian President René Préval ordered three days of official mourning, and some 16,000 people filled the National Stadium for the two's funeral.

The killers of Dominique and Louissaint have never been found, and the murder's investigation, which has always been controversial[1], is all but dead. Dominique's widow, Michèle Montas, continued running Radio Haiti for almost three years but then closed the station in February 2003 after one of her body-guards was killed following numerous threats.

In April and May, 2007, journalist Jeb Sprague interviewed attorneys Mario Joseph and Brian Concannon who worked for the International Lawyers Office (BAI), which specializes in defending human rights cases. In 2000, the Préval government asked the BAI to help investigate the killings. This interview reveals the perspective of two lawyers who worked intensively on the case and their thoughts on the role of former Senator Dany Toussaint, the investigation headed by Judge Claudy Gassant, the mobilization around the case, and revelations made by Guy Philippe, a former soldier who led the armed "rebels" during the 2004 coup against former President Jean-Bertrand Aristide.

This interview was first published in the Journal of Haitian Studies in 2007.

Jeb Sprague: *It has been seven years since Jean Dominique was killed. From your perspective, how did the investigation into the killing of Jean Dominique begin?*

Brian Concannon: The investigation started immediately. Police came to the scene a few minutes after the killing. There were lots of false starts, because the system, although functional, was not up to a case this tough, but there was a continuous effort to investigate.

Mario Joseph: After Dominique was killed there was a huge public funeral at a sports stadium in Port-au-Prince. Both the current President Préval and the former President Aristide participated in the funeral. Both were visibly upset. First under the Préval, and later the second Aristide administrations, our legal group the Bureau des Avocats Internationaux (BAI) was tasked with following up on the case. We were initially asked by Michèle Montas, Jean Dominique's widow, who asked me to represent her as a civil lawyer, as I was doing for the victims of the Raboteau massacre. But we were also asked to work on the case by both Presidents. Soon after Aristide was elected, and from time to time during his administration (2001-2004) we talked with him about the Jean Dominique case. We asked him, as he was the executive, what he wanted us to do on the case? He answered, "Find the murderers."



The murder of journalist Jean Dominique (above) has not yet been solved

JS: *Who were the initial suspects and how did the investigation evolve?*

BC: There were lots of leads at the beginning. There were leads pointing to Dany Toussaint but also several other people, including several members of what became the Group of 184.[2] Some of the leads were based on witness reports. Some were based on tips — we set up a hotline in our office for tips, and the number was broadcast on Radio Haiti. Other leads were based on circumstantial evidence.

MJ: We did not see all the evidence — under Haitian tradition the judge's pre-trial investigation is secret — and we never saw direct evidence of Mr. Toussaint's involvement in the crime. But there was circumstantial evidence, and our position was always that all the leads should be followed against everyone, including Dany Toussaint. Presidents Préval and Aristide both told us the same thing — pursue the case and the leads. Judge Claudy Gassant was named investigating judge on the case, I believe sometime in mid-2000, and headed up the investigation. But we felt already in 2000 that many people were using the investigation as a political tool for undermining the Lavalas movement (Aristide did not take office until 2001). The pressures from the international community and elite Haitian civil society were to pursue people based on their connection with Fanmi Lavalas rather than based on the available evidence. We were not involved in any discussions of whether or not Dany Toussaint was guilty. We did not then and still do not have enough information to take a position on that. Our interest was in the process — were all the leads, no matter where they led, being followed? Was Haitian law, and the rights of the victims, and of the accused, respected? We felt there certainly was good reason to support investigating Mr. Toussaint, and we supported that investigation. But we were also concerned that promising leads involving other targets were being neglected.

JS: *Prior to his death, Jean Dominique was highly critical of Dany Toussaint as well as some powerful individuals within the opposition.[3] Were you ever suspicious of Toussaint?*

MJ: Mr. Toussaint's response to the investigation certainly raised some suspicions. The way he responded to the case did make it look like he had something to hide. That justified continuing the investigation against him, but from the information I saw it did not justify abandoning the other leads. There were many other people with a motive to kill Jean Dominique, including people in the opposition and in the top echelons of wealthy Haitian society. It is possible they were working with Mr. Toussaint, or without him; we just never saw enough information to make that determination.

BC: The executive branch's role was to support the investigation, and Judge Gassant's role was to conduct a pretrial investigation and determine who had enough evidence against him to justify going to trial. In the end, it is the trial court — in this case it would probably be with a jury — that makes the ultimate determination of guilt. I think it's important in viewing what happened to recognize that we never had an opinion on whether or not Mr. Toussaint or anyone else was guilty. As far as I know Presidents Préval and Aristide never had an opinion either. We were suspending personal judgments until we saw what proof the judicial system produced.

JS: *But you also were critical of the investigation that Gassant was running. Why did the government have such trouble working with Gassant on the Dominique case and vice versa?[4] Human Rights Watch, prior to the 2001 inauguration of Aristide, was already reporting that obstacles had arisen that hindered Gassant's investigation.*

MJ: My principal criticism of Judge Gassant was that there were several trails to follow and that he only followed the one that seemed to lead toward Mr. Toussaint. We felt, based on our limited information, that he was abandoning other promising leads. I also felt that Judge Gassant was letting controversy surrounding the case interfere unduly with the investigation. The Judge needed to struggle to find resources for the case, as all the judges in all our cases did. The Dominique case was, obviously, a particularly dangerous undertaking, so for good reason he was worried about his personal safety. But as time passed, Judge Gassant appeared to be spending more and more time confronting the government over resources or the privileges of his job, and less and less time actually pursuing the case. The investigation received many more government resources, both for the Judge's security and for the investigation, than any other case we had seen, probably more than any case in Haitian history. Judge Gassant had such a large security detail that it took a lot of time just for him to get in and out of his cars. Judge Gassant spent an increasing amount of time denouncing lack of government support, or threats against his life, on the radio stations. His stature grew every time he went on the radio to denounce the government, in ways it did not grow when he actually made progress in the investigation. Although I believe that Judge Gassant was facing real risks to his life, often the things he complained about as risks were never substantiated as real risks.

Suite à la page (15)



La défense du pouvoir ne se fait pas seulement avec des décisions institutionnelles, ni avec des réalisations gouvernementales. Elle se fait dans la rue, avec le peuple mobilisé. Manifestation le 22 novembre 2009 à Managua en support à Daniel Ortega

NICA
LA NATURE
POUR L

Par William Grigsby

Il convient de rappeler la nature du pouvoir politique qui s'exerça au Nicaragua jusqu'à 1979 car on entend souvent dans les médias des politiciens de quelque époque que ce soit qui limitent la conceptualisation du pouvoir politique qui eût cours au Nicaragua à la "dictature de Somoza". Plus comme une expression que comme un concept réel. Et je crois qu'il convient, je me répète, d'examiner de près ce que fut la dictature somoziste, pour comprendre ce qui s'est passé le 19 juillet 1979.

En premier lieu, la dictature avait un aspect d'ingérence. La dictature s'est installée et s'est maintenue pendant 45 ans, grâce aux Etats-Unis. Ceux-ci l'ont armée, ont facilité le commerce, ont fermé les yeux sur la corruption, ont entrainé les principaux dignitaires qui deviendront des meurtriers, lui ont offert la protection dans toutes les instances internationales, ont blanchi de tout soupçon les processus électoraux truqués et ont caché les restrictions aux libertés démocratiques. Mais ce n'était pas seulement les Etats-Unis en tant que tels, c'est très important. Ils ont crée le dispositif militaire appelé Garde Nationale, et nommèrent un administrateur pour ce corps militaire, qui s'est trouvé être Anastasio Somoza García, puis se trouvèrent être ses enfants. L'appareil militaire fût créé par les Etats-Unis et il y a des preuves de tout cela.

Cet appareil se chargea de maintenir le statut quo dans le pays, d'un point de vue politique mais également économique. En d'autres termes, il était le gendarme du système capitaliste. Et les grandes fortunes du pays se sont développées sous la protection de la dictature de Somoza. Bien sûr, cela n'a pas commencé avec Somoza, l'origine de ces enrichissements, par exemple, les fortunes des familles Cuadra, Chamorro, Lacayo, Pellas, ... remontent au XIXe siècle, elles ne sont pas nées avec Somoza, mais elles se sont fortement consolidées avec lui.

Cette classe de propriétaires terriens rejointe plus tard par certains secteurs financiers ou du bâtiment, a réussi à se constituer comme pouvoir économique, comme classe et comme segment de classe, grâce au régime militaire dictatorial de Somoza. Il y eût une alliance politique, économique et sociale entre cet appareil politico-militaire de la dictature somoziste, largement soutenue par les Etats-Unis, et l'appareil oligarchique, les grands propriétaires, les familles traditionnelles de ce pays. L'objectif fondamental de cette alliance était le soutien au régime capitaliste. Ce n'était pas une simple alliance de personnes comme le pacte survenu entre un général conservateur Carlos Cuadra et Somoza, ou le pacte d'Emiliano Chamorro **, ni un simple pacte pour la répartition des tâches dans le gouvernement. Fondamentalement, c'était l'expression d'un pacte économique implicite, dont l'axe fondamental était la garantie de l'enrichissement des plus riches à travers l'exploitation des travailleurs et plus spécialement avec le maintien d'une "armée" de paysans sans terres.

L'instrument politique de Somoza était le Parti Libéral. Ce n'est pas juste une dictature somoziste mais bien une dictature libérale-somoziste, la machine libérale était celle de Somoza, tout comme le Parti Conservateur était celui des grands propriétaires, des négociants, des exportateurs et des oligarques de ce pays.

C'était cela la véritable nature politique du pouvoir au Nicaragua, avec un élément supplémentaire: la hiérarchie catholique, qui comme l'a très bien rappelé dans ses derniers discours Daniel (NDT: Daniel Ortega, président du Nicaragua) a parrainé, béni et accompagné la sanglante répression de la dictature somoziste pendant toute sa durée. Le cardinal Miguel Obando a pris ses distances à la fin de la dictature, après l'attaque du Front Sandiniste de Libération Nationale (FLSN) de la maison de "Chema" Castillo ***, le 27 décembre 1974. Et c'est ce qui l'a fait divorcer de la hiérarchie dictatoriale, mais si Obando s'est séparé, les autres sont restés.

C'est ce conglomérat d'intérêts qui était donc au pouvoir. Ce n'était pas seulement Somoza et sa Garde Nationale. Non. C'était Somoza, les propriétaires terriens, les riches, la hiérarchie catholique, tous, appuyés par les Etats-Unis. C'était dans la nature des choses qu'ils détiennent tout. 85% des terres cultivables appartenaient à une poignée d'individus, moins de 50 000 personnes. C'est uniquement par cela que l'on peut expliquer les fortunes accumulées comme celle de la famille Pellas, par exemple.

Il y eu une rupture avec Somoza, à la fin du régime, pendant les trois dernières années, pas pour une divergence idéologique, politique, non par une prise de conscience que leur classe s'était enrichie et qu'elle avait renforcé la dictature somoziste, et que dans un élan de conscience sociale ils s'étaient dits : "pauvres gens, nous devons maintenant chercher à résoudre leurs problèmes". Non.

Simplement, la rupture s'effectua parce que le Front Sandiniste devint de plus en plus fort à partir de 1974 et au rythme où allaient les choses, ce qui allait suivre serait une révolution totale dans laquelle cette classe allait tout perdre. Ils ont ainsi préféré se détacher de Somoza pour tenter d'échapper à la révolution. Sans succès. Certains tentèrent néanmoins de mettre en place le somozisme sans Somoza, un capitalisme sans la pouvoir de Somoza, mais ils échouèrent également.

Quand le peuple nicaraguayen se souleva d'août 1978 à juillet 1979, avec quelques interruptions, l'insurrection populaire détruisit l'ensemble du système institutionnel, politique, économique et social du pays. Et c'est le peuple qui en était le protagoniste. On oublia les noms de famille, les descendances, et autres ...

C'est donc un fait majeur: c'est le peuple qui au Nicaragua a fondé un nouvel Etat, d'une nouvelle nature, avec de profondes racines démocratiques, et qui a initié un processus de libération économique. Ils avaient déjà obtenu la libération politique et ils commencèrent un autre chemin vers la libération économique. La composition de classe qui exerce le pouvoir politique changea également radicalement. Ce sont ici les raisons fondamentales de l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Nicaragua. Car la Révolution a mis à bas le modèle économique et politique qui avait permis aux Etats-Unis de mettre en œuvre leurs schémas de domination sur presque toute l'Amérique Latine. Ils ont ainsi attaqué le Nicaragua parce qu'ils ne pouvaient permettre que leur pouvoir et leur hégémonie soient contestés et pour ne pas donner naissance à un régime contraire au leur. Ainsi vint la guerre. En 1990, contrairement à ce qui survint en 1979, le triomphe total des forces populaires mené par le FSLN, donnant naissance à un nouvel Etat et des nouvelles relations sociales dans le pays, contrairement à tout cela, on assista à un triomphe électoral des Etats-Unis, avec l'élection de Violeta de Chamorro, mais en aucun cas à une révolution. Violeta et les Etats-Unis voulaient certainement provoquer une contre-révolution en détruisant ce qui avait été construit, mais ils ne purent l'obtenir, pour différentes raisons.





De gauche à droite le général Anastasio Somoza García (1925 - 198 ... et le cardinal ...

D'abord parce que l'armée et la police n'étaient pas soumises à leur intérêt, par leurs racines sandinistes et populaires. Ensuite, par la résistance du peuple organisé, surtout des syndicats, car à cette époque certaines parties de la classe politique dominante du Front Sandiniste allaient contre les luttes sociales. C'était un groupe de dirigeants du front qui faisait pression, mais la majorité non. Ce sont ceux-là même qui sont aujourd'hui membres du Mouvement de Rénovation Sandiniste (MRS), d'opposition.

Enfin, parce qu'ils n'avaient pas à eux seuls la majorité suffisante au Parlement pour changer la constitution. Leur victoire ne fût pas totale. Ils purent réinstaurer le capitalisme dans le pays, dans sa variante néolibérale, grâce à l'alliance avec les ramiristes, avec l'illusion que leur chef, Sergio Ramírez était le meilleur candidat à la présidentielle et qu'il allait certainement devenir président. Ce sont ceux-là qui créèrent les conditions institutionnelles du tournant néo-libéral en échange de postes dans les différentes structures de l'Etat, principalement dans la Cour Suprême de Justice ou au Conseil Suprême Electoral. Les ramiristes ouvrirent ainsi la porte à la privatisation de l'Etat tout entier, à la confiscation des droits sociaux du peuple et à la transformation des gens en marchandises.

L'oligarchie récupéra donc tout son pouvoir dans l'économie nationale et dans la direction du pays, après avoir été écartée du pouvoir en 1979. Mais elle ne pût détruire l'Etat lui-même que le peuple avait construit dans les années 80. Ainsi, avec toute cette réforme constitutionnelle que fit le ramirisme, Toño Lacayo et d'autres permettent la restauration du capitalisme, et privatisèrent tout ; ils auraient même privatisé l'eau, seul bien alors encore dans les mains de l'Etat, si Ortega n'était pas arrivé au pouvoir en 2007.

Quand le Front Sandiniste gagna les élections en 2006, la classe hégémonique fût expulsée du pouvoir par les mêmes qui l'y avait portée en 1990. Mais ce qui se produisit fût différent de 79. Ortega gagna par la voie de la démocratie électorale existant dans le pays mais il ne put obtenir la majorité suffisante au Parlement pour pouvoir disposer des marges de manœuvres suffisantes pour faire marche arrière sur toutes les réformes institutionnelles qui furent prises par la restauration du capitalisme

Ainsi, l'oligarchie n'est plus en poste politiquement, en alliance avec le libéral-somozisme, mais ce triptyque oligarchie, somozisme et libéraux détient aujourd'hui encore une large part du pouvoir dans le pays, économique, médiatique, ecclésiastique. Avec derrière eux, toujours, les yankees.

Depuis qu'il est revenu au pouvoir en 2007, le Front Sandiniste a conservé un des avantages qui avait permis aux sandinistes au début des années 90 que l'Etat révolutionnaire ne soit pas totalement détruit; cet avantage étant l'armée et la police, qui malgré toutes les tentatives de l'opposition, a pu se maintenir, résister, avec de nombreux problèmes internes, avec une large dispersion mais qui a fondamentalement résisté et ne soit pas encore tombé dans les mains étasuniennes. Avec cet énorme avantage, Ortega a pu assurer rapidement son pouvoir et mettre en œuvre son programme de gouvernement. Il ne disposait pas de la force qu'il avait en 79, mais disposait néanmoins d'un élan suffisant pour mettre en pratique son discours dont l'axe principal était de mettre le peuple, et surtout les plus pauvres, au cœur des politiques et de l'Etat.

Qu'est-il arrivé ? En convertissant l'Etat en un instrument pour mieux redistribuer les richesses -instrument qu'il est aujourd'hui encore nécessaire de perfectionner- tout en lançant un programme de développement du pays, contraire aux intérêts oligarchiques, il a mené les politiques inverses de celles attendues pa... iste et les Etats-Unis.

De manière à ce que même si la première anné... d'essai et de navigation à vue, il est clair qu'une pa... de pouvoir délogé en 2006 a débuté sa campagne ... et de destruction le 10 janvier 2007 (NDT: dâte de l... tion de Daniel Ortega). On peut regarder les qu... et les preuves y sont clairement affichées. Connai... de l'administration dont Ortega était à la tête, ils ... peu différents secteurs, comme la hiérarchie catho... été neutralisée jusqu'à décembre dernier, en les réunifiant à la résistance oligarchique contre le projet populaire.

C'est en substance la situation actuelle. Nous ne pouvons feindre l'ignorance ou la folie. Il y a ici un origine de classe, de l'oligarchie et de ses alliés, en tant qu´ennemis du sandinisme, expression du pouvoir populaire. Ce sont deux projets antagoniques, d'un point de vue idéologique et pratique. Cet affrontement ne dâte pas d'aujourd'hui mais de la période coloniale, quand les espagnols nous envahirent, et qui trouve son expression politique sous diverses formes. Dans la conjoncture actuelle, elle se trouve dans les instruments médiatiques qui sont financés et aux mains de l'oligarchie.

Ce n'est pas la seule manière d'apparaître. Il y a également la hiérarchie catholique implantée dans les secteurs patronaux. Et on trouve aussi ce ... certains secteurs populaires, de moins en moins ... existe encore. Cette voix est minoritaire du fait du ... ment populaire de ceux qui accompagnent ce que ... appelle la "dictature", sont de plus en plus isolés, m... pas dire que tout le monde s'oppose à eux. Ils ont ... impressionnants

Alors, que se passe-t-il ? Ces forces oligarchi... ance de secteurs de classe, les propriétaires terriens... les négociants, les exportateurs, le squelette du s... ont un projet commun: récupérer le pouvoir politiqu... à nouveau s'enrichir sur le dos du peuple. Le second... est l'appui des Etats-Unis. Quoi que fasse Ortega... inévitablement à cette alliance. Ils vilipendent en ... leadership du Front Sandiniste, ainsi que dans son e... dinisme et ses réalisations. Les mêmes vont trouv... ailleurs pour se justifier. Sachant pertinemment dep... qu'ils allaient perdre les élections municipales de nov... ils ont donc entrepris leur campagne pour dénoncer ... tre manière d'éluder une raclée électorale qui leur fe... légitimité. Ils ont atteint leur objectif à l'extérieur, m... absolument pas, ils n'ont aucun soutien concret sin... au Nicaragua.

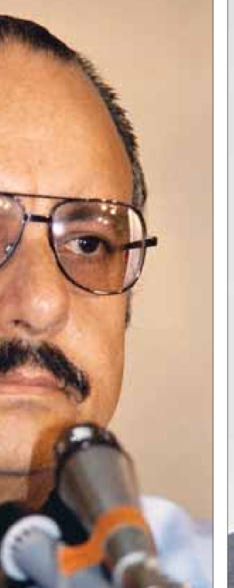
A mesure que le projet politique du Front Sa...

Au Nicaragu... pendant 45 a... Roosevelt (... dictateur A...

ARAGUA:
DE LA BATAILLE
LE POUVOIR



Violeta de Chamorro (à gauche) et George Bush, l'élection de Violeta de Chamorro un triomphe électoral des Etats-Unis





30), son fils l'ex-président Anastasio Somosa Debayle (1967-1979) Miguel Obando

r libéral-somoz-

ée fût une année
rtie de l'appareil
de harcèlement
'entrée en fonc-
otidiens d'alors
issant la nature
réunirent peu à
olique qui avait

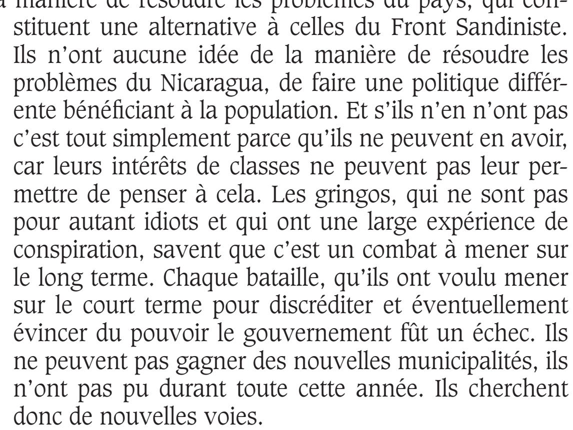


a, la dictature s'est installée et s'est maintenue ans, grâce aux Etats-Unis. Le président Franklin (à droite) avec son homologue du Nicaragua le nastasio Somoza, à Washington, le 5 mai 1939

sentiment dans
certes, mais qui
caractère large-
cette opposition
ais cela ne veut
fait des progrès

iques, cette alli-
s, les banquiers,
omozisme, tous
ue, pour pouvoir
facteur d'union
, il s'affrontera
permanence le
ensemble le san-
ver des excuses
puis mars 2008
vembre suivant,
des fraudes, au-
rait perdre toute
ais dans le pays
non eux-mêmes

ndiniste avance



sur le terrain, et que chacun des programmes du gouvernement s'accomplit, ils voient diminuer les possibilités de se maintenir comme alternative de pouvoir. Ils en sont pleinement conscients et n'ont donc d'autre solution que de se radicaliser et de rechercher l'affrontement là où ils espèrent que le gouvernement fera une erreur qui leur redonnera leur prestige.

Mais comme nous l'avons déjà dit, dans ce processus, le Front Sandiniste a émergé comme force hégémonique dans la société, par son leadership, accompagné par les réalisations concrètes dont chacun est conscient de l'impact. Dans cette situation, les forces politiques du somozisme et de l'oligarchie entrent en crise. Par leur déroute de 2006 et 2008, par leurs disputes sur leur leadership, ils se voient abandonnés par leur électorat, qui commence à dire "regardez, les sandinistes ne sont pas si horribles que ce qu'on nous avait dit. Ils nous accordent un crédit! Je suis allé au centre de santé et ils m'ont donné tout le nécessaire!", c'est un point très positif. Ces personnes commencent à ouvrir les yeux et abandonner leurs anciennes structures mentales et du même coup les alternatives partisanes. De plus, si on ajoute à cela la corruption et tout ce que l'on sait, la droite, l'oligarchie nicaraguayenne n'a finalement plus aucun instrument politique efficace qui lui donnerait un capital politique suffisant pour disputer des élections et avoir une quelconque possibilité de gagner en 2011. Ils le savent, ils n'ont ni candidat, ni parti.

Nous en arrivons au troisième facteur qui est l'absence de projet. Fondamentalement, ils n'ont pas d'idées sur la manière de résoudre les problèmes du pays, qui constituent une alternative à celles du Front Sandiniste. Ils n'ont aucune idée de la manière de résoudre les problèmes du Nicaragua, de faire une politique différente bénéficiant à la population. Et s'ils n'en n'ont pas c'est tout simplement parce qu'ils ne peuvent en avoir, car leurs intérêts de classes ne peuvent pas leur permettre de penser à cela. Les gringos, qui ne sont pas pour autant idiots et qui ont une large expérience de conspiration, savent que c'est un combat à mener sur le long terme. Chaque bataille, qu'ils ont voulu mener sur le court terme pour discréditer et éventuellement évincer du pouvoir le gouvernement fût un échec. Ils ne peuvent pas gagner des nouvelles municipalités, ils n'ont pas pu durant toute cette année. Ils cherchent donc de nouvelles voies.

Ils ne parient pas forcément sur 2011 (prochaine élection législative), ils parient sur la rénovation de la force politique qui les représente pour avoir un minimum de prise sur le Parlement qui sera élu en 2011. Leur action véritable interviendrait à l'horizon 2016 puisqu'ils savent qu'ils perdront de toutes façons en 2011. Mais pour pouvoir gagner des forces d'ici là, ils doivent aller à l'affrontement, en permanence, en provoquant et c'est ce qu'ils vont continuer à faire. La marche du 21 novembre prochain en est une des expressions. Après viendra Noël et ils recommenceront en Janvier 2010.

Certains voudraient que les sandinistes se tiennent cois, que nous laissions faire. Mais dans leur situation désespérée pour construire une alternative de pouvoir, la droite et l'oligarchie, n'ont rien d'autre à faire que d'utiliser ce qu'ils ont : utiliser jusqu'à l'usure la publicité et la propagande. Mais si les sandinistes leur permettent de simplement occuper l'espace, cela va devenir ingérable. Souvenons-nous de ce qui s'est passé au Venezuela, avec une opposition qui est de la même nature de classe qu'ici au Nicaragua, qui a commencé à occuper les espaces publicitaires, puis les espaces publics, et qui a construit ainsi l'opposition politique et la conspiration.

Quand le docteur Gustavo Porras par exemple déclare "les rues appartiennent au peuple", ceux qui sont en face savent bien à quoi fait référence le docteur. Il ne dit pas que seul le peuple peut manifester, le peuple qui est majoritairement sandiniste, il ne dit pas cela. C'est un code politique, une affirmation purement idéologique et politique et ils savent ce que cela signifie. Et nous n'allons pas permettre qu'ils usent de cette caution populaire pour mettre en œuvre leur conspiration dans la rue. Je sais que le gouvernement a toutes les informations nécessaires sur l'ensemble de la conspiration, sur des armes de combat, sur des petites bombes et d'autres choses ... l'information est suffisante. Et une montagne de plans similaires ont déjà été neutralisés, en silence, des montagnes de plans. Ils le savent et savent qu'ils peuvent tous être découverts un à un et qu'ils ne pourront plus se relever ensuite.

Pour ce qui concerne la Police et l'Armée, si elles avaient été aussi dociles qu'on le dit, cela ferait longtemps qu'il y aurait eu des actes de barbarie. Mais les forces armées voient que l'on conspire, qu'on essaye de planifier, en silence, dans les hautes sphères.

Ici l'on parle de la bataille pour le pouvoir. On ne peut plus continuer à croire dans l'illusion que le pouvoir se trouve seulement dans les élections tous les 5 ans. La bataille pour le pouvoir se joue quotidiennement. Si les sandinistes se démobilisent un jour, eux battront le pavé et leur lutte grandira. Si on trouvait des sandinistes démobilisés, angoissés, enfermés chez eux, eux occuperaient les rues et tenteraient de prendre le pouvoir. Y aura-t-il des incidents violents ? Je répugne la violence mais elle est inévitable. La police pourra faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'éviter, c'est inévitable. Un incident ici ou là. Je m'amuse d'entendre et de lire toutes ces organisations de défense des droits de l'homme, et qui parlent des journalistes persécutés ici ... et je me rappelle que pendant les dernières élections municipales, le premier journaliste attaqué et la première camionnette incendiée, c'était celle de la *Nueva Radio Ya* (sandiniste). Des incidents comme celui-ci sont de ceux que souhaite généraliser la droite, des escarmouches de ce type servent à semer la terreur dans le camp sandiniste.

Nous, sandinistes, nous ne pouvons avoir peur. Au contraire, nous avons le pouvoir politique, et nous devons le défendre. La défense du pouvoir ne se fait pas seulement avec des décisions institutionnelles, ni avec des réalisations gouvernementales. Elle se fait dans la rue, avec le peuple mobilisé. C'est une partie de l'essence du pouvoir elle-même. Un pouvoir qui se définit seulement par les institutions est un pouvoir faible. Le pouvoir politique se renforce à mesure qu'il gagne le soutien de la population, et que la population manifeste ce soutien. Sinon le pouvoir s'affaiblit et finit par mourir.

C'est aujourd'hui la situation dans laquelle se trouvent les nicaraguayens. Certains ont peur, d'autres non. Et l'opposition en profite au maximum. Les médias ont intérêt à grossir au maximum le moindre incident, parce qu'ils ont besoin d'exciter les haines, d'embraser une partie de la population, pour qu'ils les suivent, pour qu'ils puissent avoir une force et ils ne l'ont pas encore obtenu, il n'y arriveront pas.

Le programme de gouvernement d'Ortega est exclusivement consacré à améliorer les conditions de vie de la majorité pauvre, en utilisant certes certains ressorts du système capitaliste, car c'est celui-ci qui a cours aujourd'hui. L'idée est en premier lieu de restituer les droits de la population et ensuite qu'elle arrête d'être à l'agonie, à la survie, qu'elle puisse au moins manger, pour qu'elle garde l'espérance. Et ces deux choses créent la conscience pour ensuite avoir une majorité suffisante qui s'exprimera en 2011 et le processus pourra alors aller plus loin. Mais malgré cela, il y a la situation actuelle, et il faut faire avec. Pourquoi croyez vous que l'alliance oligarchie-somoziste a recours aux forces étrangères ? Parce qu'elle n'a aucune prise au Nicaragua. Personne ne fait attention à elle. C'est possible que les gens soient dégoûtés, mais personne ne se marie avec des personnes de ce groupe oligarchique. Ils pourraient faire partie du peuple, avoir une partie des pauvres avec eux et ingénument contre le gouvernement, mais ils n'y a rien de la sorte. Il y a une fracture radicale.

Il faut à cela ajouter de points supplémentaires. L'an passé nous avons vu une débâcle du capitalisme, à la fois économique et sociale mais surtout idéologique. Le capitalisme s'est maintenu sans le discours politique qui pouvait convaincre les gens que ce système est, le capitalisme néolibéral. Orphelins d'idées, ils recourent désormais aux quatre coins du monde à la force. Coup d'Etat au Honduras, bases militaires en Colombie et au Panama, nids de radars au Costa Rica ... ils suivent la voie militaire dans ces pays d'Amérique Latine où ils n'ont plus les possibilités politiques de récupérer à court terme le pouvoir. Et ils sont prêts à tout, jusqu'à mettre en déroute la Convergence (de gauche) au Chili pour faire gagner l'extrême-droite. Il y a un mois, ils auraient effectivement pu gagner, aujourd'hui, il n'y a plus que 6 points d'écarts et il y aura un second tour, nous verrons bien alors ce qui arrivera. C'est possible que ça se passe comme au Brésil. Mais si les candidats des yankees perdent, ce pouvoir d'extrême droite a l'assurance qu'il aura le feu vert s'il souhaite utiliser la voie de la force, l'option militaire, l'option de la subversion, de la conspiration, c'est certain.

Ainsi donc, dépourvu d'idées, de tout ce discours mensonger qu'ils ont semé dans la population, que le marché est Dieu, ce que personne ne croit, le peuple sait quand on lui ment. Dépourvu de ce discours répété continuellement par tous leurs outils médiatiques qui sont totalement dévalorisés, discrédités, ils suivent désormais l'option de la force. Et la disqualification, la diabolisation de tous les processus politiques progressistes en Amérique Latine, n'ont qu'un objectif: faire peur au peuple.

Au Nicaragua, nous l'avons répété de nombreuses fois, les premières élections libérées de la peur qui ont eu lieu dans le pays, durant toute son histoire sont celles de l'année dernière. Cela a pour conséquence la rupture - historique – du bloc le plus homogène qui existait dans le paysage électoral nicaraguayen, que l'on peut qualifier d'antisandiniste. Et ce bloc qui est parvenu par le passé à rassembler plus de 50% de la population est aujourd'hui réduit à une infime minorité, tout au plus 15% de l'électorat. C'est une victoire des réalisations du Front Sandiniste pendant ces trois années. La victoire est idéologique, désormais, le bloc antisandiniste est cassé, dilué.

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui ne sont pas sandinistes, c'est certain, mais c'est autre chose que d'être antisandiniste. Toute cette alliance oligarco-somoziste croit toujours qu'utiliser ce discours antisandiniste leur permettra de mobiliser en premier et d'obtenir un capital politique ensuite, mais ils se trompent du tout au tout car les dispositions objectives pour qu'un tel discours ait une portée concrète n'existe pas, il n'y a aucune raison que cela soit ainsi. Il y a beaucoup de gens pour qui Daniel (Ortega) est antipathique, nous n'allons pas le nier. Mais il n'y a pas de haine maladive, inspirée par une peur ou par rancœur qui existait avant. Ce n'est pas ce qui se passe dans tous les secteurs de la société. Il y a un secteur qui sera toujours antisandiniste, l'oligarchie-somozisme, mais dans les classes populaires cela n'existe pas. Et c'est leur plus grosse erreur de persister à croire qu'ils vont arriver à quelque chose ainsi.

Désormais, on voit émerger ces "légalistes" et faire marche arrière sur tous ces discours. Savez-vous qu'il y a une semaine encore Montealegre (parti libéral) disait : "*s'ils tuent l'un d'entre nous, nous en tuerons deux des leurs, c'est (ce 21 novembre) une marche contre la dictature d'Ortega* ". Aujourd'hui, les mêmes sont en conférence de presse et déclarent "*nous ne sommes anti-rien. Nous proposons, nous voulons la paix, la concorde, la démocratie*". Cela ressemble presque à une comptine pour enfants, mais c'est évidemment autre chose qu'ils souhaitent réellement.

S'ils ont recours à ces discours, c'est parce qu'ils savent qu'ils échoueront par tous les autres moyens. Ils cherchent une autre emballage, et la première chose qu'ils disent c'est "la marche n'est pas partisane, nous ne voulons pas d'organisations politiques ici". Aleman

Suite à la page (16)

La Révolution Bolivarienne et la Paix

Par Fidel CASTRO

Je connais bien Chávez. Personne ne serait plus réticent que lui à faire couler le sang entre Vénézuéliens et Colombiens, deux peuples frères, autant que pourraient l'être les Cubains vivant à l'Est, au Centre ou à l'Ouest de notre île. Je ne trouve pas une meilleure manière d'exprimer la fraternité régnant entre les Vénézuéliens et les Colombiens.



Chávez est un vrai révolutionnaire, un penseur profond, sincère, courageux, un travailleur inlassable

L'accusation calomnieuse des Yankees selon laquelle Chávez prépare la guerre contre la Colombie voisine a poussé un organe de presse colombien influent à publier dimanche dernier, 15 novembre, sous le titre de « Les tambours de la guerre », un éditorial méprisant et injurieux contre le président vénézuélien, et où l'on peut lire, entre autres, que « la Colombie doit prendre tout à fait au sérieux ce qui constitue la plus grave menace à sa sécurité en plus de soixante-dix ans, car elle provient d'un président qui a reçu en plus une formation militaire… »

« La raison en est que les possibilités d'une provocation sont de plus en plus grandes, et elles peuvent aller d'un incident frontalier à une attaque contre des installations civiles ou militaires colombiennes. »

Puis l'éditorial envisage comme « très probable qu'Hugo Chávez intensifie ses attaques contre les "émaciés" - sobriquet qu'il donne à ses opposants – et tente d'expulser du pouvoir municipal ou régional ceux qui le contredisent. Il l'a déjà fait avec le maire de Caracas… et il veut maintenant le tenter avec les gouverneurs des États frontaliers avec la Colombie qui refusent de se soumettre à sa férule… Un heurt avec des forces colombiennes ou l'accusation que des paramilitaires planifient des actions en territoire vénézuélien peut fournir l'excuse dont a besoin le régime chaviste pour suspendre les garanties constitutionnelles. »

Ces explications ne servent qu'à justifier les plans agressifs des États-Unis et la vile trahison à leur patrie de l'oligarchie et de la contre-révolution vénézuéliennes.

Alors que cet éditorial voyait le jour, le dirigeant bolivarien jugeait dans sa chronique hebdomadaire (« Les lignes de Chávez ») le fait que la Colombie, dont les frontières avec le Venezuela s'étendent sur 2 050 kilomètres, ait impudiquement concédé sept bases militaires aux USA.

Le président de la République bolivarienne explique sa position avec courage et lucidité.« … je l'ai dit vendredi au meeting pour la paix et contre les bases militaires étasuniennes en Colombie : je suis obligé de vous appeler toutes et tous à vous préparer à défendre la patrie de Bolívar, la patrie de nos fils. Si je ne le faisais pas, je commettrais un acte de haute trahison… Notre patrie est aujourd'hui libre et nous la défendrons au prix de notre vie. Le Venezuela ne sera plus jamais la colonie de qui que ce soit ; il ne pliera plus jamais le genou devant un envahisseur ou un Empire… Les gouvernements latino-américains ne peuvent pas ne pas réagir face au problème gravissime et capital qui a lieu en Colombie. »

Il avance des idées importantes: « …tout l'arsenal de guerre gringo envisagé dans l'accord répond au concept d'opérations extraterritoriales… convertit le territoire colombien en une gigantesque enclave militaire yankee… la pire menace à la paix et à la sécurité de la région sud-américaine et de toute Notre Amérique. »

« L'accord… interdit à la Colombie d'offrir à qui que ce soit des garanties de sécurité et de respect, même pas aux Colombiennes et aux Colombiens. Car un pays qui a cessé d'être souverain et qui est un instrument du "nouveau colonialisme" qu'avait entrevu notre Libertador ne peut pas en offrir. »

Chávez est un vrai révolutionnaire, un penseur profond, sincère, courageux, un travailleur inlassable. Il n'est pas arrivé au pouvoir par un coup d'Etat. Il s'est soulevé contre la répression et les massacres commis par les gouvernements néolibéraux qui bradèrent les énormes ressources naturelles du pays aux États-Unis. Il a fait de la prison, il a mûri et développé ses idées. Il n'est pas arrivé au pouvoir par les armes malgré son passé militaire.

Il a le grand mérite d'avoir frayé la voie difficile à une profonde révolution sociale, dans le cadre de la démocratie dite représentative et en respectant absolument la liberté d'expression, alors pourtant que les plus puissants médias étaient et sont toujours aux mains de l'oligarchie et au service de l'Empire. En onze ans à peine, le Venezuela a fait les plus grands progrès éducationnels et sociaux au monde, malgré le coup d'État et les plans de déstabilisation et de discrédit ourdis par les USA.

L'Empire n'a pas décrété un blocus économique contre le Venezuela – comme il l'a fait pour Cuba – après l'échec de ses attaques perfectionnées contre le peuple vénézuélien, parce qu'il se serait imposé à lui-même un blocus énergétique, compte tenu de sa dépendance envers l'étranger dans ce domaine, mais il n'a pas renoncé pour autant à son objectif de liquider la révolution bolivarienne qui aide généreusement en ressources pétrolières les pays caribéens et centraméricains, qui a de larges relations d'échanges avec l'Amérique du Sud, la Chine, la Russie et de nombreux États d'Asie, d'Afrique et d'Europe, qui jouit de sympathies dans de vastes secteurs de tous les continents. L'Empire souffre en particulier de ses relations avec Cuba à laquelle il a imposé un blocus criminel qui remonte à cinquante ans. La Venezuela de Bolívar et Cuba de Martí promeuvent à travers l'ALBA de nouvelles formes de relations et d'échanges sur des bases rationnelles et justes.

La Révolution bolivarienne a été spécialement généreuse envers les pays caribéens à des moments de crise énergétique extrêmement graves.

À cette nouvelle étape que nous traversons, la Révolution vénézuélienne se heurte à des problèmes absolument nouveaux qui n'existaient pas quand, voilà exactement cinquante ans, notre Révolution a triomphé à Cuba.

Le trafic de drogues, la criminalité organisée, la violence sociale et le paramilitarisme existaient à peine. Les États-Unis ne s'étaient pas encore convertis en cet énorme marché des drogues que le capitalisme et la société de consommation y ont créé. Combattre le transit de drogues et empêcher leur entrée, et donc leur production et leur consommation, n'a pas été un gros problème pour la Révolution cubaine.

En revanche, ces fléaux signifient pour le Mexique, l'Amérique

Suite à la page (16)

Hugo Chavez: la critique et l´autocritique comme outils nécessaires à la révolution

Par Valentina Vadell

« Nous les dirigeants nous devons nous occuper du peuple, écouter ses plaintes, ses critiques, lui répondre directement, chercher avec lui les solutions. Au peuple d´augmenter son niveau de conscience, son organisation ».

C´est par ces mots que Hugo Chávez a rappelé à l´ordre les ministres, vice-ministres, maires, les invitant à reconnaître les erreurs et à les corriger, lors de son programme Aló Président, ce 8 novembre 2009.

Le président a assumé les erreurs de planification, les retards dans les plans, le manque de résultats efficaces, les projets restés dans les tiroirs. "*Les directives ne sont pas assez appliquées. Enfin, une plus grande discipline révolutionnaire est nécessaire. Les ministres manquent parfois de fermeté. Il faut serrer la vis. Je rends l'autocritique publique. Peu m´importe ce qu´en diront les réactionnaires. Ils ne m'importent pas, ce qui m'importe c'est le peuple* ». Pour aider à résoudre ces problèmes le Ministre Giordani prépare des cours de planification stratégique auxquels devront assister tous les ministres, vice-ministres et maires, a-t-il annoncé.

Lors du programme transmis depuis l'État de Portuguesa, 240 logements ont été remis à des familles pauvres. Le président a conversé avec Rosa López, une mère célibataire qui vivait dans une maison prêtée avec ses deux filles, qui étudie dans la Mission Culture et n'a pas de travail. À partir de l'exemple de Rosa à qui on donne un logement mais qui n'a pas de quoi le maintenir, Chávez a insisté sur le fait qu'il est nécessaire qu'on résolve le problème intégralement et a critiqué le fait qu´apparemment beaucoup des ministres et vice-ministres ne prêtent pas l´attention suffisante aux problèmes, ont l´air perdus, ne prennent pas de notes, alors que lui ne peut malheureusement pas être partout. « *Un maire doit être dans la rue, un gouverneur doit vivre dans la rue* » s'est exclamé Chávez. «*Ce sont eux les responsables de beaucoup de choses. Je leur demande de se responsabiliser face au peuple. Nous devons assumer les erreurs publiquement, il est nécessaire d'assumer les responsabilités, c´est comme cela que se forge un révolutionnaire. Nous ne pouvons pas recourir au mensonge si nous voulons faire une véritable révolution* ».

« Si vous êtes vice-ministre d'articulation sociale, pourquoi n´êtes vous pas ici ? Pourquoi ne pas réaliser les instructions que j´ai cent fois données, pour que lors de la remise d´un ensemble de logements, la partie productive fonctionne également, pourquoi n´appliquez-vous pas ces instructions ? » a demandé le président Chávez à Dominga Hernandez, qui n'a pu offrir aucune réponse.

« *… Ministre Cabello, Gouverneur, messieurs les entrepreneurs, nous vous demandons de nous aider, cela fait partie de l´engagement, il n'est plus possible de construire seulement les appartements. Vous savez que non. Je l´ai vécu, Diosdado. J'ai remis de mes mains des clés d'appartement à des familles qui finissent par louer l'appartement parce qu'elles n'ont pas de quoi manger…* »

Le président a cité l´exemple du directeur d'une usine socialiste de l´État de Falcon, qui vit à Caracas, il gagne 10 mille Bolivars nouveaux par mois et visite l'usine une fois par semaine. Comment peut-on accepter cela? Comment est-ce possible ? a demandé Chávez. « *… je ne peux pas être partout et je ne peux pas nommer tout le monde, je n´ai pas le temps de recevoir tous les rapports directement, vous l´imaginez bien, vous tous les directeurs. Je n'ai pas le temps. Je me consacre au travail 24 heures sur 24. Je n'ai pas de temps supplémentaire. Les coupables sont les ministres, vice-présidents, vice-ministres qui acceptent ces choses. J'étudie ici, j´enquête là, mais je ne peux pas tout faire. Je n'ai que deux mains, deux yeux. Ces réflexions sont le produit d'années de lutte. Je ne suis pas venu ici pour parler ni pour passer un dimanche en Acarigua. Parfois j´ai la voix rauque, mes yeux ne réussissent plus á lire, tellement j´enquête, j´appelle, j´interroge*. »

Traduction : Thierry Deronne
La revolución vive 18 novembre 2009

De la politique à la morale

Par Denis Collin *

C'est entendu : morale et politique ne peuvent être confondues. La politique morale n'est qu'un habillage « politiquement correct » de l'exploitation de l'homme par l'homme (libérale bien sûr) proposée comme seul horizon possible. La politique ne peut sans doute pas se tenir toujours dans les limites étroites de l'impératif catégorique de Kant. Elle ne peut s'en tenir aux maximes universelles, alors même qu'elle a toujours affaire à des situations singulières dans lesquelles il faut trancher. Inversement l'exigence morale ne peut s'accommoder des inévitables compromis politiques. Des préceptes moraux identiques peuvent justifier des conceptions très différentes de l'action politique et la même politique peut être le point de recouper de conceptions morales parfois opposées. D'où la tentation, celle de Rawls et des disciples ou émules : construire une théorie politique indépendante de toute conception englobante de la vie morale. Mais on n'a pas attendu Rawls pour en venir là. En vérité toute la pensée éthique moderne cherche à transformer la politique en science, débarrassée des tutelles morales aussi bien que religieuses, pendant qu'on cherchait à « désencastrer » la morale de son milieu naturel, l'ethos communautaire d'où elle a surgi. Il s'agit de construire une morale individualiste, en ce sens qu'elle ne dépend que de la rationalité individuelle, en l'appuyant sur un principe qu'on pense évident, qu'il s'agisse du principe kantien d'universalisation ou de celui utilitariste de maximisation des plaisirs et de minimisation des peines … ou de tout autre du genre. Le libéralisme classique ou le libéralisme politique moderne partage cette double exigence.

Il est à craindre qu'il ne s'agisse que d'une chimère. L'individu érigé au rang de maître absolu de lui-même, l'individu qui n'a de comptes à rendre qu'à sa conscience et qui est capable de donner à lui-même sa propre loi (autonomie), cet individu si génialement pensé par Kant, cet individu que Descartes avait déjà rendu « comme maître et possesseur de la nature », n'est que la figure idéologique de la modernité, une projection dans le ciel de la métaphysique des individus réels qui sont arrachés de force aux conditions de la société traditionnelle ou se jettent à l'aventure pour conquérir le monde, le modeler à leurs mains et soumettre tous ceux qui ne leur ressemblent pas. L'homme idéal, pur être de raison, que les philosophes des Lumières et Kant plus que tous les autres, ont inventé, n'est que le visage lumineux, philosophique, du conquistador, du capitaine d'industrie, de l'aventurier et du conquérant colonial, bref de tous ces individus qui se sont affranchis de la tutelle des autorités traditionnelles pour agir selon leur propre raison, même si cette raison leur a dicté des conduites qui eussent horrifié le penseur de Königsberg.

Mon propos n'est pas de reprendre cette réévaluation des Lumières déjà bien entamée par l'école de Francfort et la théorie critique. La « dialectique des Lumières » (1) conduit à penser le marquis de Sade comme le contrepoint du chaste Kant. Je voudrais prendre une autre voie qui pourrait être celle d'un retour à Aristote – dans la lignée suivie par Mc Intyre (2) – c'est-à-dire la voie qui consiste à rebrousser chemin et à mettre en cause la séparation de la morale (individuelle) et de la politique (collective). Plus exactement, il s'agit de penser leur unité dialectique. J'ai eu l'occasion (3) de montrer l'impasse dans laquelle s'enfonce Rawls lorsqu'il veut construire une théorie politique indépendante de toutes les conceptions englobantes du bien, parmi lesquelles il fait figurer l'humanisme civique et le républicanisme classique. La théorie procédurale de la justice est semblable au célèbre baron qui voulait s'extirper du marais en tirant sur ses propres bottes : elle présuppose un idéal d'impartialité (et donc d'égale dignité) chez les agents placés sous le voile d'ignorance, ce qui est déjà une conception morale et rend illusoire la tentative de construire des principes de justice indépendants des philosophies morales.

Chez Rawls, comme chez son grand adversaire Nozick, on présuppose des individus isolés et indifférents mutuellement. Mais cette présupposition anthropologique, éventuellement utile à titre heuristique, devient franchement nuisible quand elle est maintenue au cœur même d'une théorie politique, puisqu'elle fait reposer le lien social entre les individus uniquement sur le calcul – c'est criant chez Rawls pour qui les principes de justice sont justifiés au moyen d'une pensée opératoire issue de la théorie de jeux. Mais notre rapport aux autres ne dépend pas d'un calcul que nous aurions le loisir d'effectuer ou non. Nous n'existons que par les autres, avec ou sans calcul et notre existence, ce que nous sommes au plus intime de notre conscience résulte de cet entrecroisement de relations qui forme l'identité personnelle d'un individu. En posant des individus isolés et en essayant de reconstruire logiquement le lien social on s'interdit en fait de comprendre ce qui nous amène à concevoir de telle ou telle manière ce lien social.



Toutes les justifications rationnelles de la conception contemporaine dominante des rapports entre morale et politique résident dans l'idée d'une société composée d'individus agissant le plus souvent rationnellement en vue de maximiser leur utilité. Cette conception est dominante parce qu'elle ne fait qu'exprimer la perception spontanée que les acteurs ont du lien social dans une société où les rapports sociaux apparaissent comme des rapports de grandeurs entre les choses et où les formes de la coopération sociale sont dissimuléesous la concurrence que se font les individus sur un marché qui inclut le marché du travail. Comprendre ce que Marx veut dire dans le chapitre du livre I du Capital consacré au « fétichisme de la marchandise », c'est comprendre combien est illusoire cette morale individualiste prétendument fondée sur l'exercice de la rationalité individuelle.

Inversement, si, comme Marx le propose, nous nous représentons « une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social », les conceptions morales de ces hommes libres seront immédiatement liées aux impératifs de la vie sociale qui n'apparaîtront plus comme des limites extérieures de leur volonté ou comme des devoirs moraux à opposer à leurs inclinations. La séparation entre une éthique personnelle, où se résument nos conceptions de la vie bonne, et une morale sociale rationnelle, délimitant nos devoirs envers autrui, découle des conditions de la vie dans les sociétés dominées par le mode de production capitaliste.

Bref la morale est intimement liée aussi bien aux exigences historiques de toute société humaine qu'aux conditions particulières, sociales, politiques et culturelles, du moment et du lieu. Le capitalisme a ceci de particulier que, poussé à la limite, il prétend nous émanciper de toute exigence morale. Chacun poursuivant ses buts égoïstes concourt à son insu au bonheur commun nous dit une version – légèrement simplificatrice – de la pensée libérale version Adam Smith. Mais la morale spontanée du capitalisme est ce que j'ai appelé ailleurs « le social-sadisme ». Dès lors que le morale se résume à suivre la ligne de son désir insatiable, tout peut toujours être justifié dès lors que la réussite économique des uns est censée profiter à tous. Il est par conséquent assez naturel que le recours à la morale soit récusé par les idéologues qui dominent la production intellectuelle dans les sociétés dominées par le mode de production capitaliste.

Longtemps on a cru – « on », c'est-à-dire essentiellement ceux qui se réclamaient d'une pensée critique « anticapitaliste » – que le capitalisme avait un lien intrinsèque avec la religion et la morale moralisante, d'Aristote à Kant, pour aller vite. Mais ceci n'était vrai que tant que le capitalisme n'était pas encore vraiment chez lui, devait se mouler dans les cadres de la vieille société féodale et cléricale et avait besoin de conserver les justifications morales de l'obéissance – avec les contreparties que cela pouvait impliquer. Mais nous n'en sommes plus là. La famille est un obstacle aux impératifs de la « mobilité » imposée par la course frénétique aux surprofits. Les limites que la morale religieuse met à l'exploitation du corps et du foetus humains apparaissent comme autant d'entraves insupportables à l'expansion d'un nouveau champ d'accumulation du capital, celui des biotechnologies. Le tourisme sous toutes ses formes, y compris le tourisme sexuel, le spectacle sous toutes ses formes y compris la pornographie, la consommation sous toutes ses formes y compris celles des drogues licites autant qu'illicites sont des secteurs complètement intégrés au fonctionnement d'ensemble du mode de production capitaliste. On voit clairement quelles sont les racines sociales de la dénonciation de la morale ou de sa restriction à une « morale par agrément » ou à une morale minimaliste.

En contrepoint, les revendications morales populaires, souvent traitées avec le plus grand dédain par les esprits forts, doivent être comprises comme des manifestations d'une volonté d'enrayer la marche en avant du « capitalisme absolu ». L'exigence que la loi n'ait pas « deux poids, deux mesures » ou que les élus, « ministres », c'est-à-dire serviteurs de la république, ne puissent exciper de leur position pour réserver des sinécures à leur progéniture, voilà des exigences morales qui présentent une portée politique réelle. Au-delà des événements, on doit reconnaître que Manuel Valls (voir Marianne, 30/10/2009) a raison quand il énumère les questions indissociables de toute tentative de redéfinir une morale républicaine : la question du rapport à la vérité, celle de la justice sociale, celle de la responsabilité individuelle et des mœurs. C'est qu'en effet il n'est pas

Suite à la page (18)

La Vème Internationale Socialiste est convoquée pour avril 2010 à Caracas

Conclusions de la Rencontre internationale des partis de gauche

120 représentants de 55 partis de gauche du monde entier ont souscrit à Caracas l'engagement de construire le Socialisme du 21ème Siècle. Ils ne reconnaîtront pas les résultats des élections tenues sous la dictature au Honduras. Ils exigent la fin du Blocus de Cuba et la liberté pour les 5 héros. Ils décrètent des mobilisations contre les bases militaires US en Colombie.

Avec la convocation à une seconde Rencontre Mondiale à Caracas, en avril 2010, pour initier la constitution de la Vème Internationale Socialiste, ainsi que l'a proposé le Président du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) et chef d'Etat de la République Bolivarienne, Hugo Chávez Frías, en plus de la souscription de divers engagements géopolitiques pour la construction du Socialisme du 21ème Siècle, s'est conclue ce samedi la Rencontre Internationale de partis de gauche.

Après la signature de l' "Engagement de Caracas", document final des trois jours de débat qui a réunit les délégué-e-s de 55 partis et organisations de gauche de tout le monde, réalisé à l'hôtel Alba-Caracas, le courant socialiste a annoncé diverses activités sur toute la planète qui conduiront à la convocation pour créer dans la capitale vénézuélienne une instance mondiale qui affrontera le capitalisme.

Ce sont les informations données lors d'une conférence de presse par les porte-parole de cette Rencontre Internationale de Partis de Gauche, parmi lesquels Cilia Flores, Vice-présidente du PSUV, Ricardo Patiño, ministre d'Équateur et porte-parole du Parti Alliance Pays, Piedad Córdoba, sénatrice pour le parti Libéral de Colombie, Miguel d'Escoto, représentant du Front Sandiniste du Nicaragua et le ministre des Affaires étrangères vénézuélien Nicolas Maduro. « Quand va se commémorer le bicentenaire du renversement du gouvernement impérial espagnol, vont venir à Caracas les socialistes du monde, les penseurs, les gouvernants, présidents, maires, députés : nous nous rencontrerons à Caracas avec un agenda qu'il nous revient d'organiser à partir de maintenant », a dit le ministre vénézuélien, qualifiant cette convocation pour avril 2010 de premier grand pas. « Nous socialistes du monde lèverons les drapeaux multiples de l'espérance pour une société différente et solidaire », a déclaré le ministre.

Ricardo Patiño, pour l'Equateur, a déclaré que cet engagement découle de la décision de reprendre l'organisation internationale de mouvements politiques pour la construction d'une nouvelle société. « C'est une tâche qui n'est pas définie, qui nécessite un débat idéologique », a-t-il ajouté, informant qu'un Secrétariat Technique Exécutif temporaire va être créé pour coordonner un agenda commun de travail et assurer le suivi de la convocation faite pour avril 2010.

Patiño a souligné que ce débat idéologique commencera dès maintenant, spécialement sur ce que signifient la construction du Socialisme du XXIème Siècle et l'action collective pour une société différente face au désastre de la logique du capitalisme. « Le monde avance, l'histoire ne s'est pas terminée… », dit-il en référence à la thèse capitaliste qui surgit après la chute de l'Union Soviétique. "Le caractère éphémère de la célébrité de ce livre insidieux [La Fin de l'Histoire, de Francis Fukuyama, NdE] qui disait que le capitalisme avait tout dépassé a été démontré par la réalité du monde d'aujourd'hui qui n'est pas ainsi".

« La fin de l'histoire est terminée, et le Socialisme continue comme une réalité », a poursuivi le ministre équatorien.

Il a précisé que le travail dans l'unité des partis de gauche et des mouvements sociaux du monde, pour la construction du Socialisme, permettra d'accompagner les peuples et pays où se mènent les luttes pour créer une société juste et solidaire, de manière à ce que se renforcent leurs avancées, affrontant la résistance de la droite et de l'oligarchie internes.

L'Engagement de Caracas

La vice-Présidente du PSUV, Cilia Flores, a lu le résumé de l'Engagement de Caracas, le principal document qui engage les représentants des partis et organisations socialistes dans la relance de ce courant mondial.

Flores a indiqué que les partis et organisations politiques d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie célèbrent et fêtent l'unité et la solidarité qui les a réunis pour la première fois à Caracas, qu'ils ont qualifiée de ville libertaire où s'est exprimée la rébellion révolutionnaire du monde.

Elle a souligné que les assistants à la rencontre internationale ont paraphé l'Engagement de Caracas comme un guide révolutionnaire des défis à affronter pour la construction du Socialisme du XXIème Siècle et l'unification des critères d'action.

Elle a mentionné que ce document entend donner une réponse concrète aux questions de la défense de la souveraineté, des conquêtes sociales et de la liberté, face à la crise généralisée du capitalisme mondial et aux nouvelles menaces. De plus sont rejetées les prétentions militaires de l'empire américain qui a bombardé et occupé le Moyen-Orient, a envahi et attaqué l'Equateur et développe une stratégie putschiste au Honduras, comme il le fit à Haïti, avec l'enlèvement du président Jean Bertrand Aristide.

Elle a aussi indiqué que "le capitalisme traverse une crise sévère qui a entraîné des conséquences pour la survie de l'humanité (…). La logique du capital détruit l'environnement et a provoqué le changement climatique et le réchauffement global".



Cilia Flores, Vice-présidente du PSUV

Engagements souscrits

Après avoir signalé que le Document souscrit est long et rassemble les résultats de trois jours de débats, Flores a lu les conclusions les plus importantes et les points d'accord à développer:

1. Mobilisation de rejet mondial des bases militaires des USA en Colombie. Pour ce point, seront envisagées des activités qui seront menées par chaque délégation dans leur pays d'origine.
2. Consolidation et développement d'une plate-forme d'action conjointe entre les partis, avec une série de tâches avec un temps donné pour le suivi et la réalisation.
3. Organisation d'un mouvement mondial de militants pour la culture de la paix.
4. Artillerie de communication internationale pour l'émancipation de la Conscience Révolutionnaire.
5. Mobiliser toutes les organisations populaires en appui sans restriction au peuple du Honduras et pour le rétablissement du Président Constitutionnel Manuel Zelaya.
6. Solidarité avec les peuples du monde qui luttent pour la liberté.

Deux Déclarations Spéciales ont également été approuvées:

La première contre le Blocus criminel que maintiennent les USA contre Cuba, pour faire pression pour que soit respectée la décision de 189 pays de l'ONU qui réclament la cessation de cette politique génocidaire, ainsi que la prise de position déterminée des partis de gauche de cette Rencontre Internationale de Caracas en faveur de la libération des 5 héros cubains prisonniers illégalement aux USA.

La seconde Déclaration Spéciale est contre le coup d'État de Micheletti au Honduras, l'exigence du rétablissement du président constitutionnel Manuel Zelaya et le rejet de la réalisation de tout type d'élections sous la dictature actuelle. Sur ce point, il a été approuvé que ne seront pas reconnus les résultats de ces élections et que se réalisera une Veille Mondiale le 29 novembre, date des élections prévues par la dictature hondurienne, pour répudier cette prétention illégale.

Enfin, avec l'Engagement de Caracas, a été approuvée la proposition du Président Hugo Chavez de convoquer une Vème Internationale Socialiste, en tant qu'instance des courants sociaux, de gauche et anti-impérialistes, au nom de laquelle a été approuvée la création rapide d'un groupe de travail constitué par les partis et mouvements qui souscrivent à cette initiative.

« Il se prépare un agenda d'objectifs et de mécanismes pour une instance mondiale révolutionnaire… », a dit Flores, avec lesquels on travaillera à l'événement constitutif prévu pour avril 2010 à Caracas.

Article original publié le 21 novembre 2009
AUTEUR: Venezolana de Televisión

Traduit par Gérard Jugant. Édité par Fausto Giudice, membres de Tlaxcala, le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

L'ironie Sous Son Plus Beau Jour

Par Dòk Fanfan

Sur la toile nous est parvenu un courrier électronique fort intéressant, «L'IRONIE SOUS SON PLUS BEAU JOUR», relatif à la «psychose de la grippe porcine». L'internaute qui en est l'auteur a demandé de faire «passer ce message à un maximum de gens, comme s'il s'agissait d'un vaccin, pour que chacun connaisse la réalité de cette "pandémie" car les médias, naturellement, ne divulguent que ce qui intéresse leurs "sponsors"». L'engagement social et politique du message, évident, cadre bien avec la ligne du journal. Aussi nous avons jugé bon de le présenter sous notre rubrique de santé, avec de légères modifications qui n'en altèrent pas le contenu.

2000 personnes contractent la grippe porcine et tout le monde veut déjà utiliser un masque. 25 millions de personnes ont le SIDA et personne ne veut utiliser de préservatif...

Pandémie de profits

Quels intérêts économiques se cachent derrière la grippe porcine ? Dans le monde, chaque année, des millions de gens meurent victimes de la malaria alors qu'une simple moustiquaire pourrait les sauver. Les journaux ne parlent pas de cela! Dans le monde, chaque année, 2 millions d'enfants meurent de diarrhées alors qu'un simple sérum [avec un antibiotique] peu coûteux pourrait les sauver. Les journaux ne parlent pas de cela ! La rougeole, la pneumonie et autres maladies provoquent la mort de 10 millions de personnes chaque année. Celles-ci pourraient être sauvées grâce à des vaccins peu onéreux. Les journaux ne parlent pas de cela !

Mais il y a près de 10 ans quand a surgi la célèbre grippe aviaire, les journaux du monde entier nous ont inondé d'informations... Une épidémie, la plus dangereuse de toutes... Une Pandémie! On ne parlait que de la terrible "maladie des volailles. Malgré tout, la grippe aviaire n'a causé la mort que de 250 personnes en 10 ans... soit 25 décès par an.

La grippe ordinaire [saisonnière] tue chaque année un demi-million de personnes. Un



Le géant pharmaceutique Roche, coq à grande crête, bénéficiaire de la grippe aviaire.

demi-million contre 25. Juste une seconde: Pourquoi a-t-on autant parlé de la grippe aviaire ? Parce que derrière ces poulets, il y avait un "coq", un coq avec une grande crête. Le groupe pharmaceutique multinational Roche avec son célèbre Tamiflu, a vendu des millions de doses aux pays asiatiques. Bien que le Tamiflu soit d'une efficacité contestée, le Gouvernement Britannique en a acheté 14 millions de doses pour protéger sa population. Avec la "grippe aviaire", Roche et Relenza, les deux plus gros groupes pharmaceutiques fabriquant les antiviraux, ont gagné des millions de dollars de bénéfices.

Hier avec les poulets, aujourd'hui avec les porcs. Oui, aujourd'hui a commencé la psychose de la grippe porcine. Et tous les journaux du monde entier ne parlent que de ça. On ne parle déjà plus de la crise économique ni des torturés de Guantanamo. Seulement de la grippe porcine, la grippe des cochons... Et je me demande : si derrière les poulets, il y avait un "coq"... derrière les cochons... n'y aurait-il pas un "gros porc" ? L'entreprise nord américaine Gilead Sciences est détentrice du brevet du Tamiflu. Le principal actionnaire de cette entreprise n'est rien de moins qu'un personnage sinistre, Donald Rumsfeld, ancien secrétaire d'état à la défense de George Bush, stratège de la guerre contre l'Irak.

Les actionnaires de Roche et de Relenza se frottent les mains, heureux des ventes millionnaires du controversé Tamiflu. La véritable pandémie est celle du profit, des profits énormes de ces mercenaires de la santé. Je ne nie pas les mesures de précautions



Gilead Sciences et Donald Rumsfeld, les deux porcs bénéficiaires de la grippe porcine.

nécessaires qui sont prises par les différents pays. Mais si la grippe porcine est une pandémie aussi terrible que nous l'annoncent les médias, si l'Organisation Mondiale de la Santé (dirigée par la chinoise Margaret Chan) se soucie autant de cette maladie, pourquoi ne pas la déclarer comme étant un problème de santé publique mondiale et autoriser la fabrication de médicaments génériques afin de la combattre ? Faire abstraction des brevets de Roche et de Relenza et distribuer gratuitement des médicaments génériques à tous les pays, principalement aux pays pauvres serait la meilleure solution.

Suite de la page (8)

et le décret du 20 novembre 1961 instituant le Tribunal pour enfant à Port-au-Prince. En 1994, Haïti a ratifié la convention relative à la protection des droits des enfants. Un espace a été aménagé au commissariat de Delmas 33 pour accueillir les enfants contrevenants à la loi. 48 ans après la publication de la loi et l'implantation d'un Tribunal pour enfant et 15 ans après la ratification de la convention sur les droits de l'enfant, très peu de progrès a été réalisé dans le cadre la protection de mineurs haïtiens. Les différents gouvernements qui se sont succédés au pouvoir en Haïti n'ont jamais introduit de façon claire dans leur programme une politique en faveur de l'émancipation des enfants du joug de la domesticité. Après plus 205 ans d'indépendance, les enfants haïtiens vivent toujours dans l'esclavage. Cette situation doit interpeller les autorités, les organisations des droits de l'homme. De toute évidence, seule une transformation en profondeur de la société peut apporter un changement dans les conditions de vie des enfants haïtiens. D'ailleurs, selon le représentant de l'union européenne on essaie de résoudre les problèmes des enfants haïtiens à travers une certaine croissance dans l'économie du pays, mais la croissance n'arrive pas à le faire. Donc il faudrait l'intervention d'autres paramètres sociaux pour changer les conditions sociales des enfants d'Haïti.

Suite de la page (9)

BC: The investigation became a source of power for Judge Gassant. He insisted that he choose his own security detail, which gave him the power to hire and arm people close to him. He received a lot of money to support this entourage, and it took time and energy to manage. We also felt that Judge Gassant was picking fights that were not necessary, and that distracted from the investigation. Certainly the judge had reason to complain about many issues, especially with regard to Senator Toussaint. But he also kept picking fights with the police, for no good reason. For example, one time his motorcade was stopped by the police on the road in Carrefour, a suburb of Port-au-Prince. The road to Carrefour was always jammed with traffic, so Judge Gassant would put his flashing lights on, even if it was not an emergency, and drive on the wrong side of the Jersey barriers to make time. On this day the police pulled him over. Judge Gassant refused to cooperate, and afterwards went on the radio and turned the incident into an attack on him and the case. I can't blame Judge Gassant for trying to skip the Carrefour traffic — if it helped him get to the office faster; it probably helped him get more work done on the Dominique case. But I can't blame the police for prohibiting non-emergency vehicles from driving on the wrong side of the road. It might have been reasonable for Gassant to ask the police for special permission, but turning normal traffic enforcement into a major incident was a big distraction to everyone involved. This kind of thing happened over and over again.

(To be continued)

Notes

1 Patrick Élie, "Haiti: The Coup D'Etat of April 3, 2000," *Global Research*, October 11, 2004.

2 "The Assassination of Jean Dominique: Is it part of Washington's offensive?" *Haïti Progrès*, April 5-11, 2000.

3 Jean Dominique, "Does Dany Toussaint Take God's Children for a Bunch of Wild Ducks?," *Radio Haiti Inter*, October 19, 1999.

4 "International Alliance for Justice for Jean Dominique," *National Coalition for Haitian Rights (NCHR)*, June 15, 2001; "Press Release: Haiti Support Group and nine other international NGOs write to Senator Neptune," *Haiti Support Group*, November 23, 2001.

Paul Denis

Suite de la page (7)

jeneral an grèv. Gwo chèf, ti chèf, sivil pa vini fè travay yo. Les organismes de Droits Humains reprochent le curriculum de formation de la Police. Ils le jugent inadapté aux besoins essentiels en Droits Humains. Il n'existe pas une police scientifique moderne pouvant intervenir dans les jugements des cas de viol, de crime, etc. De même que l'effectif de 9,600 agents de police pour une population de plus de 9 millions d'habitants est estimé insuffisant et est considéré comme une déficience grave aux besoins de décentralisation du pays.

Les occupants, sans mandat aucun, n'ont nullement contribué à une structuration adéquate de la Police Nationale pour les amener à les remplacer, *yo di apre 50 an si Bondye vle*. Ces touristes en armes à haute capacité de destruction massive des vies des exclus sociaux des « zones de non droit » préfèrent jouer le rôle de substitution à la Police. Comment voudriez-vous que la justice soit quand des tueurs légaux venant des confins de l'orient, contrôle à 85% la sécurité du pays. *Yo manje kabrit peyizan an yo. Vyole jan yo vle ti fi kou ti gason* ? Les effectifs des forces d'occupation se composent d'environ 7.000 militaires et une force policière des Nations Unies d'environ 2250 agents de police, provenant de plus de 40 pays.

Le désarmement des groupes dits armés devrait être l'une des principales tâches de ces stabilisateurs internationaux. Jusqu'à présent les assaillants à la solde de l'oligarchie représentée par le groupe des « 184 » gardent encore l'intégralité de leur arsenal. Par où sont passées ces armes de fort calibre que la Mafia Anti Lavalas (MAL) a livrées aux au tueurs du Front dans le cadre de leur campagne de déstabilisation du pays. La CNDDR a fait *bèk atè devan zam fann fwa sa a yo. Se Amaral ak Evens ti kouto sèlman ti Lili denonse kòm moun ki te gen zam nan men yo.*

Plus de 300,000 armes illégales circulent en Haïti selon l'ONG OXFAM Internationale. Elles mettent en danger les vies humaines. Mais il parait que seules les victimes en sont conscientes. *Tout moun konnen kiyès ki gen zam. Sa k kapab al mande Gi Filip, Pòl Deni, Gabriyèl Fòtine, Dani Tousen, Sèj Jil, Prens Sonson Pyè, Jan Wobè Lalàn ak Estann-le Lika pou yo remèt zam.* Dans sa quête de solution (*dilatwa*) au phénomène de la détention préventive prolongée, Paul Denis a fait des promesses toutes fallacieuses. *Pawòl blofè ki konprann yo ka ranje yon sistèm yo peye yo pou yo deranje.* Une seule chose est sûre. Paul Denis, revanchard primaire est un anti Lavalas de première heure. *Li gentan bliye se gras a Lavalas ki fè l te Senatè Bò Tab la* de la 46ème législature. Sans mémoire, il a été l'un des coordonnateurs de la branche armée sud du Tsunami GNB. Investi Ministre de la justice après avoir asséné le coup verdict de traître à l'OPL, il a les coudées franches pour perpétuer cette criante injustice dont sont victimes les prisonniers Lavalas écrouées par Bernard Gousse.

Il est bruit que Préval et Paul Denis auraient l'intention de faire suite judiciaire aux recommandations formulées dans le rapport de la Commission d'enquête administrative sur la corruption. Alors, pour joindre le geste à la parole, ils peuvent commencer par les 197 millions dilapidés par l'équipe à Madame Michèle, tous escrocs patentés du Collectif Non. *Bòs ti Pòl fè prese anvan manzè sove al jwenn bòs Sowòs.*

Elections

Suite de la page (8)

est de réduire à néant tous les partis politiques.

En Haïti, en terme de formations politiques, à part l'*OPL* (Organisation du Peuple en Lutte), la *Fusion* (Regroupement de trois partis dit socialistes) et bien entendu *Fanmi Lavalas*, tout le reste n'est que plaisanterie; même le *RDNP* de Myrlande Manigat n'est que l'ombre de son fondateur Leslie Manigat. Depuis la publication par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) du calendrier électoral pour les élections prochaines, la population découvre sans grande surprise d'ailleurs, que les parlementaires qu'elle croyait être des élus de l'opposition n'étaient pas en fait des élus de la Plateforme présidentielle Lespwa, mais tout simplement des gens qui ont été élus pour soutenir la politique du Président de la République, en clair, des parlementaires de Préval.

Ainsi, l'on a appris mardi dernier par voie de presse que tous les députés et sénateurs du parti *Fusion*, de Victor Benoît et de l'*Union* du Pasteur Chavannes Jeune décident de rejoindre officiellement la Plateforme présidentielle sous la bannière de laquelle ils comptent aller aux élections en février prochain. Du coup, au moment où nous écrivons cet article ces deux plus grandes formations politiques ne comptent plus d'élus au Parlement. Les responsables de la *Fusion* ont beau raconté des histoires à la radio sur ces « élus transfuges » il ne reste pas moins qu'aujourd'hui ce parti n'a plus de parlementaires. Aussi bien pour le parti Union qui compare ces parlementaires à « *des joueurs de football qui changent d'équipe chaque saison* ». A l'annonce de l'ouverture de ce Calcio ou de ce championnat de foot politique, et le départ précipité de ces parlementaires footballeurs pour retrouver l'autre camp ou l'équipe Lespwa, nous avons tenté de voir plus clair en appelant certains de ces parlementaires. Tous ceux qu'on a pu joindre par téléphone nous ont confirmé qu'aujourd'hui, il n'y a rien à gagner avec leurs anciens partis qui, selon eux, sont appelés à disparaître de la scène politique haïtienne. Pour un sénateur de la Fusion, l'espoir aujourd'hui se trouve dans la Plateforme politique du Président, qui verra le jour après les élections. Selon lui, le chef de l'Etat lui a donné la garantie qu'il sera de nouveau sénateur l'année prochaine dans son département. Quand on lui fait remarquer que ce n'est pas la présidence qui élit les sénateurs, sa réponse a été d'un cynisme à la mesure de cette « plaisanterie qu'est la politique haïtienne ». Sans sourciller, il a répondu : «Oui, sauf que c'est le Président qui me fera passer». Cette conversation nous renvoie à une vieille théorie de Lénine sur les élections. En effet, selon Lénine, dans un scrutin, le vote n'a aucune importance, le plus important ce sont ceux qui comptent les votes. En clair tu peux être élu mais ton nom peut ne pas figurer parmi les gagnants. Tandis que d'autres dont les noms sont affichés sur le registre ne bénéficient d'aucun vote favorable.

Bref, c'est la théorie du qui « perd-gagne ». Le chef de l'Etat a joué à fond cette règle lors du dernier scrutin partiel du tiers du Sénat en avril dernier. Il semble qu'il s'apprête à recommencer l'année prochaine car il souhaiterait avoir à l'Assemblée nationale, au bicentenaire, et comme l'a dit un de ses amis voulant garder l'anonymat, « ses » soixante-dix députés à l'image de Jean Joseph John. D'où cette ruée vers le Palais national où tout le monde voudrait embarquer dans la machine présidentielle, dénommée hier *Lespwa*, aujourd'hui *Unité*. L'on se bouscule pour s'inscrire sur les listes du regroupement Unité dont les places coûteront chères aux heureux bénéficiaires.

Car, tous les acteurs espèrent être en tête de liste pour assister à la levée de rideaux de la pièce qui se jouera après le carnaval et dont le metteur en scène a pour nom le Conseil Electoral Provisoire, selon un scénario de René Garcia Préval. Tout ceci avec la bénédiction de la Communauté internationale qui a compris qu'en face il n'y a que des Compagnies de troisième, voire de quatrième catégorie, évoluant avec des apprentis comédiens qui, pour l'heure, n'ont aucune référence nationale, voire locale. Les autres partis ou équipes peinent à recruter des candidats tant les dés paraissent pipés à l'avance. Personne ne veut aller perdre son argent dans une campagne électorale dont elle sait que, dès le départ, elle n'a aucune chance de figurer sur la bonne liste.

Il y aura ceux qui seront « élus » et ceux qui « passeront ». Seuls ceux qui « passeront » auront droit de pénétrer l'Hémicycle du Parlement. Les candidats des autres regroupements ou partis seront « élus » et les candidats étiquetés Palais national, proches du Palais ou Unité « passeront ». C'est une grande différence. Elle est de taille, car le Président Préval entend changer la donne lors de ce scrutin dont le résultat dessinera le portrait robot du futur locataire de la présidence de la République.

Suite de la page (12)

centrale et l'Amérique du Sud une tragédie croissante qu'ils sont loin d'avoir surmontée. A l'échange inégal, au protectionnisme et au pillage de leurs ressources naturelles, se sont ajoutés le trafic de drogues et la violence de la criminalité organisée que le sous-développement, la pauvreté, le chômage et le gigantesque marché de drogues étasunien ont engendrés dans les sociétés latino-américaines.

L'incapacité du riche Empire à empêcher le trafic et la consommation de drogues a fait surgir dans de nombreuses parties de l'Amérique latine des plantations de cette herbe dont la valeur en tant que matière première de drogues dépasse largement celle des produits agricoles, créant par là de très graves problèmes sociaux et politiques.

Les paramilitaires colombiens constituent aujourd'hui la première troupe de choc de l'impérialisme pour combattre la Révolution bolivarienne.

Militaire, Chávez sait pertinemment que la lutte contre le trafic de drogues constitue un vulgaire prétexte par lequel les USA justifient un accord militaire qui répond entièrement à leur conception stratégique de l'après-guerre froide : étendre leur domination sur le monde.

Les bases aériennes, les moyens, les droits d'opération et l'immunité totale octroyés par la Colombie aux militaires et aux civils yankees sur son territoire n'ont rien à voir avec le combat contre la culture, la production et le trafic de drogues, qui sont devenus un problème mondial, puisqu'ils s'étendent non seulement en Amérique du Sud, mais qu'ils commencent aussi à gagner l'Afrique et d'autres régions. La drogue règne aujourd'hui en Afghanistan, malgré la présence massive des troupes yankees.

La drogue ne saurait être un prétexte pour établir des bases, envahir des pays et apporter la violence, la guerre et le pillage aux pays du Tiers-monde. C'est le pire environnement possible pour semer des vertus citoyennes et apporter l'éducation, la santé et le développement aux peuples.

Ils se trompent, ceux qui croient qu'en divisant les Colombiens et les Vénézuéliens, ils feront triompher leurs plans contre-révolutionnaires. Nombre des meilleurs et des plus modestes travailleurs au Venezuela sont des Colombiens, et la Révolution leur a apporté à eux-mêmes et à leurs êtres chers l'éducation, la santé, l'emploi, les droits citoyens et d'autres bienfaits. Les Vénézuéliens et les Colombiens défendront ensemble la grande patrie du Libertador d'Amérique ; ils se battront ensemble pour la liberté et la paix.

Les milliers de médecins, d'éducateurs et d'autres coopérants cubains qui font leur devoir internationaliste au Venezuela seront à leurs côtés !

Fidel Castro Ruz
Le 18 novembre 2009

Suite de la page (11)

(figure de l'oligarchie) sortit furieux de cette réunion de presse et déclara : "*pourquoi ? Nous n'allons pas nous discriminer nous-mêmes, nous allons faire venir nos dirigeants, nous défilerons avec nos banderoles, nous verrons s'ils arriveront à nous expulser*". Aleman n'est pas fou, il sait que l'objectif est de construire une alternative à moyen terme, distincte du propre Parti Libéral Constitutionnaliste (PLC) car le PLC ne sert à rien pour affronter les sandinistes.

En résumé, l'alliance oligarchique somoziste sortie du pouvoir en 2007 est la même qu'en 1979. Le Front Sandiniste a de nombreux défis à assumer en étant au pouvoir. Le premier d'entre eux est de s'acquitter de son devoir vis-à-vis du peuple et d'appliquer son programme. En agissant de la sorte, il gagnera un capital politique qui aura ensuite une expression électorale. Deuxièmement, c'est de faire ces choses, ces grands projets du gouvernement sans que cela signifie une rupture radicale avec les Etats-Unis et l'oligarchie du pays, en termes économiques. C'est pour cela que le Front, va essayer de ne pas provoquer de tensions inutiles avec ce secteur qui reste le plus puissant.

Un exemple: la réforme des impôts. Le gouvernement a fait marche arrière parce que cette réforme pouvait accentuer les tensions ce qui n'était pas son objectif. Dans l'état actuel des choses, cette dispute du pouvoir et de l'espace public, la question de la rupture totale avec l'oligarchie et le capitalisme n'est pas à l'ordre du jour. Et il est dans l'intérêt du Front, dans la mesure du possible, d'éloigner les somozistes de cette oligarchie. A mesure qu'il obtient cette division, il ne les neutralise pas, mais il les isole, il diminue leur possibilité d'une alliance politique oligarchie – somozisme et il se maintient ainsi au pouvoir. C'est une décision intelligente. Peu importe que le COSEP (patronat) revendique cela comme son triomphe, cela n'a aucune importance. C'est la décision politique la plus intelligente dans la situation actuelle.

Les bases fondamentales du pouvoir politique du Front Sandiniste ne sont pas les institutions, ne soyons pas naïfs, ce n'est pas le gouvernement, ni le Parlement, ni le Conseil Suprême Electorale ni la Cour Suprême. Rien de tout cela n'est la base fondamentale du pouvoir qu'exerce le Front Sandiniste. La base fondamentale c'est le peuple, les gens. Les gens organisés, et toujours plus nombreux, fruit de cette espérance qu'effectivement on peut faire autre chose que ce modèle oligarchique. Ce peuple qu'ils ont volé, pillé, humilié durant tant d'années, eux qui s'autoproclament démocrates. A mesure que ces personnes ouvrent les yeux, ils grossissent les rangs de l'organisation populaire, c'est cela la force du Front.

C'est là selon moi, le cœur de la différence entre le pouvoir politique que représente le Front Sandiniste et celui qui représente l'oligarchie. Ce pouvoir oligarchique est le simple pouvoir de l'argent, des intérêts de classe dominante, des Etats Unis au Nicaragua. Et celui du Front, sa nature, son essence, c'est l'expression du peuple organisé et c'est la seule qui le maintient sur pied. La force du somozisme, quand il était au pouvoir dans ce pays, c'était ses institutions, qui faisait tomber sur les gens la force de la loi, la garde nationale, les tribunaux, tout, ils nous dépossédaient de tout. Et la force du Front c'était le peuple. Et c'est exactement la même chose aujourd'hui. Les institutions aident, mais elles ne sont pas l'essence du pouvoir qui réside dans la force du peuple organisé. Le reste, c'est juste du renfort mais ce n'est pas fondamental.

Transcription partielle du programme Sans Frontières de Radio La Primerísima, du jeudi 12 novembre 2009

Traduction: Grégoire Souchay

La revolución vive 16 novembre 2009

Ndlr. * **William Grigsby**, journaliste nicaraguayen, directeur de la radio «La Primerísima», animateur de l'émission « Sin Fronteras » et rédacteur en chef de la revue « Correo », l'un des meilleurs analystes de l'Amérique Centrale.

** **Pacte d'Emiliano Chamorro**. Accord passé le 3 avril 1959 entre le dictateur Anastasio Somoza García et le grand leader du Parti conservateur, Emiliano Chamarro pour résoudre la crise de légitimité de la dictature et du même coup pour assurer un partage politique et économique au sein de l'oligarchie.

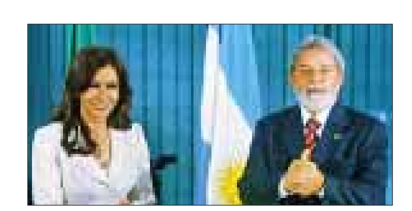
*** **Dr. José María "Chema" Castillo,** ministre du gouvernement de Anastasio Somoza Debayle (fils de Somoza García). Lors d'une fête donnée, chez lui, par "Chema" Castillo, plusieurs ministres et diplomates du régime somoziste furent pris en otages. Ils furent libérés en échange de la libération des prisonniers politiques et d'une forte rançon, entre autres revendications.

Désaccord entre l´Amérique Latine et les États-Unis sur la situation au Honduras

La décision des Etats-Unis de reconnaître les élections organisées par les putschistes au Honduras les ont éloignés un peu plus de l'Amérique latine, qui exige la restitution de la démocratie dans cette nation d'Amérique centrale.

Les présidents d'Argentine, Cristina Fernández, et du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, ont renouvelé leur exigence de restitution de l'ordre constitutionnel rompu par le coup militaire du 28 juin dernier. Fernández et Lula ont confirmé qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats des élections du 29 novembre prochain si n'est pas réinstallé le président choisi par le peuple, Manuel Zelaya.

Une telle position est partagée par le reste des nations du continent, où la majorité des gouvernements considèrent le coup militaire au Honduras comme un précédent dangereux pour la démocratie dans la région. Le gouvernement des Etats-Unis a récemment envoyé à Tegucigalpa le sous-secrétaire adjoint pour l'Amérique latine, Craig Kelly, qui a répété hier l´appui nord-



Fernández et Lula ont confirmé qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats des élections du 29 novembre prochain si n'est pas réinstallé le président choisi par le peuple, Manuel Zelaya

américian à la thèse du régime de facto de promouvoir les élections comme "sortie de crise".

Le Département d'État américain a aussi soutenu la décision du congrès hondurien de retarder le débat sur la restitution de Zelaya à trois jours après le vote.

Le débat sur le sujet par les députés fait partie des accords passés le 30 octobre pour essayer de résoudre la crise, mais ceux-ci ont été déclarés lettre morte par Zelaya face aux refus de les respecter de la part du régime de facto. Les présidents de l'Argentine et du Brésil ont assuré dans une déclaration souscrite hier à Brasilia que la restitution de l'homme d'Etat est indispensable au rétablissement de l'ordre constitutionnel, de l'État de droit et la vie démocratique au Honduras.

Ils réitèrent qu'ils ne reconnaîtront pas le résultat des élections convoquées par le gouvernement de facto du Honduras, souligne le document.

Le Front National contre le coup d'État a également réitéré son refus de valider des élections considérées comme une farce pour tenter de légitimer le putsch militaire.

Le coordinateur général de cette alliance de forces sociales et politiques, Juan Barahona, a signalé que les manifestations de la résistance qui durent depuis 144 jours, continueront jusqu'à la défaite des putschistes. Le président Zelaya a informé qu'il contestera les élections pour leur caractère illégal et frauduleux.

Source: Prensa Latina
Traduction : Thierry Deronne
La revolucion vive 19 novembre 2009

Les affamés du monde ont besoin d'une volonté politique claire

Par Noël Manzanares Blanco

Un enfant meurt de faim toutes les six secondes. Pourtant, les participants de la réunion au sommet de la FAO (Fond des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) se sont seulement prononcés pour l'élimination définitive de la faim dans le monde « le plus rapidement possible ».

L'absence des chefs d'état des principaux pays développés à cette réunion qui vient de s'achever le 18 novembre dernier à Rome, explique pourquoi il était pratiquement impossible qu'au-delà des bonnes intentions, elle puisse offrir l'occasion de parvenir à l'élaboration d'un véritable plan d'action. La situation paradoxale confrontée durant la réunion au sommet a été clairement expliquée par le président du Brésil, Lula da Silva : « Les leaders des plus importants pays du monde n'ont pas douté une seconde de la nécessité de dépenser des centaines et des centaines de billions de dollars pour éviter aux banques une chute spectaculaire. Avec moins de la moitié de ces ressources, il serait possible d'éliminer la faim dans le monde entier ».

Les études réalisées montrent que les états industrialisés dépensent aussi, tous les ans, 375 milliards de dollars en subventions pour les agriculteurs et les éleveurs de ces pays, et d'autres milliards de dollars en armements et en publicité. Ce ne sont pas les ressources financières qui manquent pour faire front à ce problème. Ce qui manque, c'est la volonté politique de considérer le problème comme prioritaire. Actuellement, les grands décideurs de ce monde on cessé de pratiquer la coopération et la solidarité. La détermination est absente et les initiatives gouvernementales sont minimes.

De plus, le commerce agricole est peu transparent et sujet à de graves distorsions. Tout un ensemble de mesures protectionnistes agissent en faveur des agriculteurs du Nord et en détriment de ceux du Sud. On doit donner la raison à ceux qui affirmant que l'humanité a reculé de dix ans dans son combat contre ce fléau qu'est la faim, la malnutrition et la mort.

Cuba a assisté à la réunion au sommet de la FAO avec l'aval que lui apporte l'oeuvre accomplie dans ce domaine, malgré toutes les difficultés qu'elle a pu rencontrer. Elle peut être prise comme référence de ce qui peut être fait pour affronter ce genre de situation.

Il suffit de se rappeler qu'en 2008, frappé par la crise mondiale et par le passage de trois ouragans successifs, le pays a vu son PIB diminuer de 20 %. Malgré cela, les prix sont stables, de nouveaux emplois surgissent et de nouveaux travailleurs s'y incorporent, et les productions alimentaires sont en augmentation. La mortalité infantile est inférieure à 5 pour mille naissances.

Il n'y a aucun doute que, dans le contexte actuel dans lequel le capitalisme favorise le désordre universel, si l'on veut transformer en réalités les bonnes intentions de la FAO, il faut que les politiques internationales se transforment radicalement.

ACN 21 Novembre 2009

La CIA finance les espions pakistanais

La CIA, l'agence de renseignement américaine, verse depuis le 11-Septembre des centaines de millions de dollars aux services secrets pakistanais, notamment pour financer l'enlèvement ou l'assassinat de centaines de personnes, rapporte le Los Angeles Times (15 novembre 2009). Les fonds mis à disposition par la CIA financent à hauteur d'un tiers le budget annuel du renseignement pakistanais (ISI), a affirmé le quotidien de la côte ouest dans un article publié dimanche et citant des responsables américains s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Interrogée à ce propos, la CIA a décliné lundi tout commentaire. Les versements ont d'abord été approuvés par l'ancien président américain George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001, puis poursuivis par son successeur Barack Obama, selon le Los Angeles Times.

Selon des responsables de la CIA cités par le journal, les sommes payées sont faibles comparées à l'aide officielle américaine fournie au Pakistan, qui se chiffre en milliards de dollars. De "600 à 700 personnes" ont été enlevées ou tuées dans le cadre de ce programme, a affirmé au journal un ancien responsable américain ayant travaillé avec Islamabad. "Faire disparaître toutes ces personnes a été une bonne chose et cela a permis d'économiser l'argent du contribuable", a-t-il ajouté

AFP/Le Figaro 16 Novembre 2009

Emanuel contraint à la démission le conseiller juridique de la Maison-Blanche

Maître Greg Craig, conseiller juridique de la Maison-Blanche, a une nouvelle fois présenté sa démission au président Obama qui l'a acceptée.

Avocat médiatique, Gregory Craig s'est illustré dans de nombreuses causes célèbres. Il défend en 1977 l'ancien directeur de la CIA Richard Helms accusé de faux témoignage devant le Sénat auquel il avait caché la responsabilité de l'Agence dans le coup d'État au Chili. Il n'écopera que d'une peine de prison avec sursis et 2 000 dollars d'amende.

En 1981, il défend John Hinckley, Jr., un ami des Bush qui avait tenté d'assassiner Ronald Reagan en vue de faire accéder George Bush Sr. à la présidence. Il parvient à le faire déclarer irresponsable pour cause d'aliénation mentale. En 1997, il défend son ami le président Bill Clinton accusé d'harcèlement sexuel à l'encontre de Paula Jones. Il fait clore le dossier qui rebondira néanmoins avec Monica Lewinsky.

En 2000, il défend le père du petit Elián González que sa mère retient aux USA. Il parvient à faire reconnaître les droits du père et à rapatrier Elián à Cuba.

En 2004, il défend les intérêts de Kofi Annan, mis en cause devant la Commission Paul Volker dans le scandale « Pétrole contre nourriture ».

En 2008, il défend l'ancien président bolivien Gonzálo Sánchez de Lozada et l'ancien ministre de la Défense Carlos Sánchez Berzaín accusés d'avoir commandité le meutre de 67 manifestants. Il réussit à les soustraire à la Justice.

Outre son activité d'avocat, Greg Craig fut conseiller pour la Défense, les Affaires étrangères et la Sécurité nationale du sénateur Edward M. Kennedy (1984-88). En 1997-98, Madeleine Albright



Greg Craig, conseiller juridique de la Maison-Blanche, a présenté sa démission au président Obama qui l'a acceptée

le nomme directeur de la Planification politique au secrétariat d'État. Il s'implique particulièrement dans le dossier du Tibet. En 1998, le président Clinton en fait son conseiller principal pour faire échec à la procédure de destitution lancée contre lui dans l'affaire Monica Lewinsky.

Très proche de Barack Obama, malgré ses liens anciens avec les Clinton, Greg Caig s'était engagé tôt aux côtés du sénateur de l'Illinois qui l'avait remercié en le nommant dans son équipe à la Maison-Blanche.

Chargé du dossier de Guantánamo, il avait découvert avec effroi les tortures de conditionnement qui y étaient pratiquées par les équipes médicales militaires [1]. Il avait alors laissé parvenir des documents révélateurs à la commission compétente du Sénat provoquant la colère du secrétaire général de la Maison-Blanche, Rahm Emanuel. C'est en définitive celui-ci qui a obtenu sa tête, refermant ainsi le dossier des crimes commis à Guantánamo pour couvrir les crimes commis le 11-Septembre.

Notes

[1] « ТАЙНА ГУАНТАНАМО », par Thierry Meyssan, Октябрь, 19 octobre 2009. Version française: « Le secret de Guantánamo », Réseau Voltaire.

Pour une législation linguistique à l'échelle nationale en Haiti

Par Dr. G. Carlo Jean

Notre sondage dans le domaine de la politique linguistique en Haïti nous met devant une réalité qui s'offre à nos yeux, mais qui ne s'avoue même pas et qui pour cette raison, on a tendance à oublier. Il s'agit du non-interventionisme ou du laisser-faire ou encore de ce que nos linguistes Guespin et Marcellesi (1986: 16-17) appellent le libéralisme en linguistique. "Le discours libéral" n'est plus que la couverture d'interventions avantageant les couches ayant intérêt à la conservation d'une situation langagière qui leur est favorable. En effet, le statut officiel de notre langue ne change en rien l'attitude de nos politiciens traditionnels qui continuent à donner la part du lion à la langue de Voltaire dans un bilinguisme constitutionnel où notre langue créole, la seule, revêt son double caractère national et officiel. Toutefois, il nous a été permis de constater dans ces derniers jours que notre créole est utilisé quand les parlementaires s'engueulent et vocifèrent des menaces les uns contre les autres. Pour rendre plus visible cette forme de diglossie législative, nous avons eu donc en maintes fois l'opportunité d'entendre ces "fameux" sénateurs quand ils prononcent leurs "beaux" discours rédigés en français oubliant toujours la majorité unilingue créole.

Ces "politiques", sans nul doute, ont des répercussions importantes quant à la promotion sociale et politique de notre langue créole, en faveur de la langue socialement et politiquement dominante, puisqu'elles consistent en dernier ressort à laisser évoluer le rapport des forces en présence.

Les considérations qui précèdent montrent jusqu'à quel point il peut être trompeur de ne considérer le statut d'une langue que du point de vue juridique. Il faut en plus du statut "de jure", prendre en considération le statut de facto.

Et la langue elle-même ne saurait seulement se définir en termes de qualité, mais aussi en termes de fonctionnement et d'efficacité. Car notre langue créole surtout exprime la vie même de chez nous, notre culture et notre civilisation.

Elle reflète le résultat d'une pensée scientifique, philosophique et religieuse, politique et sociale, juridique et administrative. Il importe alors de lui attribuer des fonctions qui lui seront dévolues.

Nous pensons que l'heure a sonné de venir avec une vraie législation linguistique en Haïti. Si oui, nous offrons alors notre petite contribution qui constituerait les premiers pas d'une ébauche de projet de législation ou d'aménagement linguistique en Haïti.

Art 1) La législation linguistique haïtienne développe les articles 5, 213, 213-1 de la constitution de 1987 dont les objectifs sont de mener à bien la normalisation effective de l'usage du créole dans tous les domaines et de garantir l'usage normal et officiel du créole et du français.

Art 2) Face à la situation linguistique d'Haïti, les objectifs de cette loi doivent donc être les suivants: **a)** Protéger et stimuler l'usage du créole pour tous les citoyens. **b)** Rendre objectif l'usage du créole. **c)** Normaliser et réglementer l'usage du créole dans toutes les sphères de communication de masses. **d)** Toutes les annonces écrites dans les offices ou au seuil des bureaux de l'Etat Haïtien doivent être bilingues, c'est à dire en Français et en Créole

Art 3) Le créole est non seulement la langue officielle mais aussi la langue nationale haïtienne. Tous les citoyens ont droit de le connaître et de s'exprimer dans cette langue verbalement et par écrit, au cours des relations et des actes publics, officiels et non-officiels. Ce droit suppose en particulier pouvoir s'adresser en créole verbalement et par écrit à l'administration, aux organismes publics, et aux entreprises publiques et privées; s'exprimer en créole dans toutes les réunions; utiliser le créole pour les activités professionnelles, politiques et syndicales et recevoir l'enseignement en créole.

De l'usage officiel

Art 4) Le créole, en tant que langue spécifique, nationale et officielle d'Haïti l'est également pour tous les organismes publics de l'Etat d'Haïti.

Art 5) Le créole et le français en tant que langues officielles d'Haïti devront être employés obligatoirement par l'administration sous la forme établie par la loi.

Art 6) Droit de travailler et de recevoir des services en créole.

Art 7) Droit pour les consommateurs d'être informés et servis en créole.

Art 8) Dans le domaine territorial d'Haïti, tout citoyen a le droit d'établir des rapports avec le gouvernement, avec l'état et avec les services publics et privés dans la langue officielle de son choix.

Art 9) Dans le domaine territorial d'Haïti, tout citoyen peut utiliser la langue officielle de son choix dans ses relations avec l'administration de la justice et aucune traduction ne peut lui être exigée.

Art 10) Les langues de la législation et de la justice en Haïti sont le créole et le français. Les projets de loi doivent être rédigés et déposés à l'Assemblée nationale, adoptés et sanctionnés dans l'une des deux langues officielles. Mais on s'engage à offrir une version dans l'autre langue officielle.



Le créole et le français doivent être les langues des affaires à tous les niveaux, qu'il s'agisse de raisons sociales, d'affiches, d'étiquettes, de produits de menu ou de contrats, des formules de demande d'emploi, des catalogues, des bons de commande, des enseignes.

Art 11) Les personnes morales doivent plaider devant les tribunaux en créole et en français.

Art 12) Les pièces de procédure judiciaire doivent être écrites dans les deux langues officielles.

Art 13) Dans ses communications écrites avec d'autres gouvernements ou avec des personnes morales établies en Haïti, l'administration utilise l'une ou l'autre des langues.

Art 14) Les organismes de l'administration communiquent entre eux dans l'une des deux langues,

Art 15) mais rédigent dans l'une des langues leurs communications écrites internes.

Art 16) Une connaissance appropriée du créole est essentielle à toute nomination, mutation ou promotion dans la fonction publique.

Art 17) L'affichage de l'administration se fait dans les deux langues, français et créole.

Art 18) Le créole et le français doivent être les langues des affaires à tous les niveaux, qu'il s'agisse de raisons sociales, d'affiches, d'étiquettes, de produits de menu ou de contrats, des formules de demande d'emploi, des catalogues, des bons de commande, des enseignes.

De l'enseignement

Art 20) Le créole, en tant que langue nationale et officielle d'Haïti l'est également de l'enseignement à tous les niveaux éducatifs.

Art 21) Les enfants ont le droit de recevoir leur enseignement dans la langue créole. L'administration doit garantir ce droit et mettre en oeuvre les moyens nécessaires à cette fin. Les parents ou tuteurs peuvent l'exercer au nom de leurs enfants, en exigeant son application.

Art 22) la langue créole et la langue française doivent être enseignées à tous les niveaux et à tous les degrés de l'enseignement non-universitaire.

Art 23) Tous les enfants d'Haïti, quelle que soit leur langue habituelle au début de leur scolarisation doivent pouvoir utiliser normalement et correctement le créole et le français à la fin de leurs études secondaires.

Art 24) L'administration doit prendre des mesures nécessaires afin que: **a)** les élèves ne soient pas séparés dans des centres différents à cause de la langue. **b)** la langue seconde soit employée progressivement et à mesure que l'élève la dominera

Moyens de communication

Art 25) L'Etat Haïtien doit promouvoir la langue et la culture haïtienne dans les moyens de communication.

Art 26) Il est de la responsabilité du gouvernement et de l'Etat d'Haïti de règlementer la normalisation de l'usage du créole par les moyens de communication de masses avec pour objectif d'assurer la compréhension et d'améliorer la connaissance de la langue.

Du Soutien Institutionnel

Art 27) Tous les organismes de l'Etat et du Gouvernement Haïtiens doivent encourager la normalisation de l'usage du créole dans les activités de toutes sortes, mercantiles, publicitaires, culturelles, associatives, sportives, etc.

Art 28) Les organismes locaux agiront de la sorte dans leur propre domaine et pourront concéder des réductions ou des exonérations fiscales pour les actes en rapport avec la normalisation de l'usage du créole.

Art 29) Le gouvernement garantira l'usage normal et officiel des deux langues, il prendra des mesures nécessaires visant à assurer leur connaissance et il créera les conditions permettant leur entière égalité, quant aux droits et aux devoirs des citoyens.

Le but fondamental de notre ébauche de projet de législation linguistique en Haïti est de régler, d'une façon ou d'une autre, les problèmes qui découlent des contacts entre les langues, créole et française, en présence sur le même territoire d'Haïti.

Parallèlement à toutes les formes de directives gouvernementales ou administratives, on peut se trouver en présence de dispositions, de textes constitutionnels et législatifs qui règlementent l'usage des langues dans les divers domaines publics, comme l'administration, la justice ou le monde de l'enseignement.

Ainsi il nous faut en outre des organismes, des appareils administratifs et juridiques que cette législation doit créer. Ces derniers sont nécessaires et même indispensables chez nous pour la mise en oeuvre des politiques linguistiques. Nous pensons alors énumérer quelques uns:

Un office de langue ou académie haïtienne (comme le prévoit la constitution de 1987 dans son article 213) qui définira et conduira la politique haïtienne en matière de recherche linguistique et de terminologie. Cet organisme veillera à ce que le créole devienne la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires; une commission de toponymie dont la compétence sera d'établir les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux, et pour attribuer en dernier ressort, des noms aux lieux qui n'en ont pas eus encore; une commission de protection de la langue créole, qui est chargée de traiter des questions se rapportant au défaut du respect de la loi; un conseil des langues qui donnera son avis au gouvernement sur la situation des langues en Haïti et sur l'application de la législation linguistique en vigueur.

De nos jours, l'aménagement linguistique doit aller nécessairement de pair avec toute entreprise de changement et de développement d'Haïti.

Dr Carlo Jean, *professeur, jurilinguiste, auteur d'ouvrages sur la linguistique et le créole haïtien, membre de l'académie internationale du droit linguistique, expert et spécialiste en sciences de l'éducation, membre de "City of New York's Tranlators Certification Panel", Avocat, membre de la Fédération des Barreaux d'Haïti et membre de "American Society of Geolinguistics".*

Suite de la page (13)

de république sans une morale républicaine, non pas une morale inquisitoriale qui dicte à chacun ce qu'il doit faire dans sa vie privée, mais un certain sens du devoir et du bien commun, un ethos communautaire en dehors duquel les idéaux républicains (liberté, égalité, fraternité) restent de mots creux.

La morale commune permet que la grande masse des citoyens soit attachée à la préservation des institutions politiques républicaines et inversement les institutions républicaines (et notamment les institutions qui expriment le plus complètement l'idée de bien commun, éducation, santé, culture, protection des personnes âgées, etc.) éduquent les citoyens dans le sens de la morale commune. Pour refuser le recours à la morale en politique, certains commentateurs (plus cultivés que la moyenne, malgré tout) invoquent les pages que Hegel consacre à la « belle âme ». Mais ils oublient que, pour Hegel, le point le plus haut de l'organisation politique n'est pas le système du droit mais la Sittlichkeit, qu'on traduit par éthicité ou « bonnes mœurs ». L'objectif de l'action politique pourrait donc être l'établissement et la conservation des « bonnes mœurs »… Discours peu audible aujourd'hui, notamment dans les milieux « progressistes » – qui ne voudrait pas être progressiste. Discours cependant sur lequel il serait bon de réfléchir un peu plus que l'on ne le fait aujourd'hui.

Notes

1…T.W. Adorno et M. Horkheimer, La dialectique de la raison, Gallimard, collection « Tel »

2…Voir Alasdair Mc Intyre, Après la vertu, PUF, Quadrige

3…Voir D. Collin, Morale et justice sociale, Seuil, « La couleur des idées »

Changement de société 21 novembre 2009

Ndlr. * **Denis Collin,** professeur agrégé de philosophie français, auteur de plusieurs essais philosophiques et politiques. Il enseigne à Évreux, ville dont il préside l'Université populaire.

Lenous Suprice et ses étincelantes Ruminations

Par Frantz Latour

Lenous (Nounous) Suprice nous a fait la surprise de son dernier recueil de poèmes en français intitulé «*Ruminations*», paru aux Editions CIDIHCA, et qu'il nous fait plaisir de présenter dans les colonnes du journal.

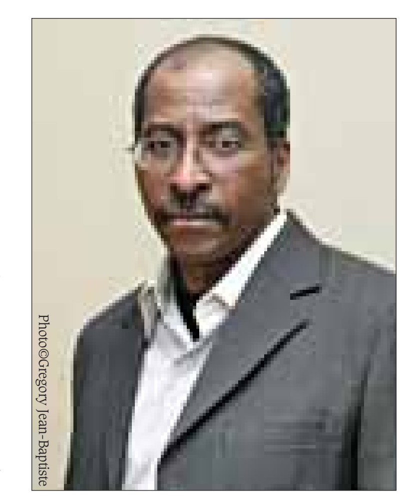
Lenous Suprice, un Haïtien natif natal, est né le 17 octobre 1955 à Fond-des-blancs. Il fait ses études primaires à Port-au-Prince. Aux lycées Toussaint-Louverture, Alexandre-Pétion et au Centre d'Études Senghor, à Port-au-Prince, il fait ses études secondaires qu'il achève au Québec, à la Polyvalente Pierre-Dupuy.

Diplômé de l'Université du Québec à Montréal (Bacc. Es Arts en enseignement des langues et des lettres, 1985; certificat en création littéraire, 1988 ; certificat en alphabétisation, 1986), Lenous Suprice devient détenteur d'un brevet d'enseignement du ministère de l'Education du Québec en 1992. Membre de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois et de l'association des Écrivains francophones d'Amérique, Lenous Suprice vit à Montréal depuis 1976.

Nounous n'est assurément pas nouveau dans l'arène de l'écriture poétique. Loin s'en faut. De *Rêverrant* publié en 1990, *Bwamitan* (un recueil de poèmes en créole) paru trois ans plus tard jusqu'à *Fictive andalouse en ma mémoire : poèmes* (2006), et bien entendu *Ruminations*, son dernier jet poétique (2009), il nous a habitués à des pages superbes de poésie d'une exquise sensibilité. Ainsi, *Faits divers* (1994), *En enjambant le vent : poèmes* (1997), *L'île en pages: poèmes* (1998), *Rouge cueillaison* (2000) et *Pawoli* (poèmes en créole) (2003) sont autant de trésors jaillis des merveilleux éclats du diamant supricien.

La poésie de Lenous Suprice nous prend par ce qu'il y a de plus délicat et de plus somptueux dans l'essence de notre être pour nous conduire à l'extrême de nos sens apprivoisés et éblouis. «*Texte en voltige dans le livre sauvage du large*», l'écriture de Nounous, dans son dernier recueil, est un chant majestueux et prenant, une invitation à rejoindre les vagues étincelantes soulevées par l'image aimée, perdue et retrouvée aux carrefours de nocturnes arpèges, d'accords de violoncelle, d'éclats de lune et d'invitation à prendre le large vers de nouveaux horizons de soleil pour amorcer le splendide miracle d'une ombre faite fugue «*derrière la forêt toute belle du désir*». Se plonger dans l'eau symphonique des réminiscences en la mineur de l'auteur, invite à une remontée vers les rives du long fleuve des rêveries d'autrefois, à boire à la coupe de toutes les fantaisies, de toutes les fines *Ruminations* de Nounous.

[F.L]


Photo©Gregory Jean-Baptiste

Lenous Suprice

Lenous (Nounous) Suprice

Ruminations

Poèmes

Fantaisie estivale

« (...) et ainsi je t'attends
comme une maison seule
et tu dois revenir me voir et m'habiter .
Si tu ne le fais pas, j'ai mal à ma fenêtre.»

Pablo Neruda

Et tu reviendras
douceur bien tendre encore
a bord d'un rouge vent sur ta voile
jouer tango
danser tango
telle Carolina là-haut
vierge noire ente mes petits oreillers.

Tu seras endiablée sur ma falaise
dès que tu auras mis fin aux vieilles règles
de conversation avec la retenue…

Dès que mon ombre sera elle-même devenue
ce qu'impatiemment tu attends
d'elle depuis toujours
elle emprisonnera les regrets sous
la paupière des souvenirs.

Elle trouvera l'élan
ou beaucoup d'ailes au fond
pour traverser ta haute flamme
sans se brûler
même si elle boit sans souffler un
double thé d'exubérance
dans la tasse accordée à ta saveur.

....

Souvenirs d'Andalousie

Sous les parasols des oliviers
à l'écoute de cette musique du terroir avec toi
il y avait un élixir
à n'en plus finir on dirait
qui meublait le décor de nos gestes.

Invariablement
une chute se dressait devant les yeux
belvédère parmi les pierres en sueur
tandis que nous dégustions à tue-tête
Séville la savoureuse
au bon goût d'une orange.

Bohèmes par mimétisme
nous nous installions
avec des harmonicas dans les sens
quelques notes de Bizet bien en vue
pour des concerts plus ou moins passagers
en cette jolie ville de notre liaison.

Les matchs de barrage de la Coupe du monde de football sont devenus des luttes politiques

Je n'épiloguerai pas sur les événements qui ont présidé à la sélection de l'équipe de France ou encore ceux de l'équipe d'Algérie pour la Coupe du monde de Football, sinon pour dire que médias et hommes politiques s'entendent comme larrons en foire face à des populations frustrées dans ce qui ressemble fort aux jeux du cirque pour la plèbe. Mais peut-être ne faut-il pas se contenter de cette évidence et tenter de comprendre ce qui est manipulé, comment. Ce qui est manipulé me semble être le désir d'adhérer à un collectif, de s'y reconnaître, un dévoiement patriotique face à un monde qui isole, individualise, fait perdre les repères sociaux... On ne doit pas mépriser ce besoin mais partir de lui pour construire autre chose, une autre politique. Qu'est ce alors que la politique ? Cet article du quotidien du peuple retrouve la définition de la politique et de la guerre comme étant du commerce par d'autres moyens, en soulignant là où il y a des "intérêts" il y a de la politique. Et dans le sport désormais les intérêts sont devenus énormes donc la gestion serait nécessairement politique. 99% des articles écrits sur le sujet des matchs litigieux sont sur le thème de la "morale" alors qu'il n'y aucune morale possible sur cette question ou alors c'est sur le mode du dévoiement chauvin qui provoque l'entrée en guerre fleur au fusil. Le prétexte "moral" est mis en avant comme l'ultime hypocrisie d'un monde où l'être humain individualisé est une marchandise, ce n'est pas n'importe quelle politique dans n'importe quel monde, celui où l'on prétend combiner abusivement rationalité de la maximisation des profits et "ethos" communautaire, et sur cette question il faut lire l'article de Denis Collin sur "morale et politique". **(Voir page 13)**

Danielle Bleitrach



L'emblème officiel de la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud
Pix Reuters

Lors de l'ouverture en Allemagne de la Coupe du monde de football de 2006, Kofi Annan, qui était alors le Secrétaire général de l'ONU, a déclaré : « *Je suis tellement envieux, car la Coupe du monde de football exerce une puissance beaucoup plus grande que celle de l'ONU* ! », et c'est une réalité, car depuis le commencement des matchs éliminatoires de la présente coupe, le football est devenu quelque chose qui n'est plus aussi simple ni aussi pure. La politique est liée à la Coupe et cela est devenu un sujet sensible de discussion.

Déjà à quatre ou à cinq ans de l'ouverture de la Coupe mondiale 2010, cette grande scène qui se rapporte à la politique a déjà ouvert ses rideaux. Que ce soit les Européens, les Asiatiques, les Africains, les Océaniens, les Nord-Américains ou les Sud-Américains, tous ils se sont réunis avant l'ouverture de la Coupe pour débattre et disputer de façon animée et vigoureuse du nombre d'équipe, et même d'une demie équipe de chaque continent à participer à la Coupe. Comme l'a rapporté « Reuters », comparé à ce genre de débats et de disputes, les discussions antérieures à la signature de la Convention de Genève avaient été d'un degré de violence beaucoup moindre !

On peut faire une comparaison simple. Lors des matchs de barrage des éliminatoires de la Coupe du monde 2006 en Allemagne, le cinquième au classement de la Zone de l'Amérique du Sud a dû affronter le premier de la Zone de l'Océanie, tandis que le quatrième de la Zone de l'Amérique du Nord et des Caraïbes a disputé avec le gagnant des matchs de barrages des matchs de présélection de la Zone de l'Asie. Comparée à la Coupe du monde de 2002, il y a eu une petite modification. Lors de la Coupe 2002, c'était une équipe de la Zone de compétition de l'Europe qui a disputé le billet de qualification avec le gagnant des matchs de barrage de la Zone d'Asie. Le résultat a été que l'Irlande était sortie vainqueur de sa rencontre avec l'Iran et qui s'était qualifiée pour la phase finale.

Il ne faut nullement mépriser le réajustement de ce titre à demi de qualification. Vu que les équipes européennes sont d'une force à peu près égale, c'est pourquoi leurs équipes qui vont au barrage sont assez puissantes, tandis qu'il est difficile aux équipes de la Zone d'Asie de résister à leurs sœurs européennes, et c'est la raison pour laquelle, aux yeux d'un grand nombre de gens le soi-disant 'titre à demi' de qualification obtenu par l'Europe était en réalité une qualification pure et simple. Depuis trois années consécutives, ce titre à demi de qualification disputé avec les équipes de la Zone d'Asie avait toujours été le centre de dispute des fédérations de football des autres continents. En 2002, le titre à demi de qualification avait été arraché par l'Europe. Puis quatre ans plus tard en 2006, il a appartenu à la Zone de l'Amérique du Nord et des Caraïbes.



De gauche à droite : L'ex-Président d'Afrique du Sud Thabo Mbeki, l'ex-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, le Président de la FIFA Sepp Blatter présentant le trophée de la Coupe du monde 2010 au centre de Berlin, le 7 Juillet 2006
Pix Reuters

Cette fois-ci à la Coupe du monde 2010 qui se tiendra en Afrique du Sud, le titre en question est revenu à l'Océanie. On peut dire que ce titre ressemble à un cadeau qu'on offre à travers le monde. A travers ces luttes politiques intestines, on s'aperçoit que c'est la Fédération internationale de Football qui est en train de procéder à l'équilibrage des intérêts et on remarque également que les divers fédérations de football et tous les pays du monde désirent gagner ledit grand gâteau de la Coupe du monde. Evidemment, tout en offrant comme cadeau à d'autres le titre à demi de qualification de la Zone d'Asie, la Fédération internationale de Football doit faire preuve d'impartialité en laissant un assez grand marge d'avantages à la Fédération asiatique de Football. Et c'est la raison pour laquelle certains pays qui n'appartiennent géographiquement pas à l'Asie ont été placés sous le contrôle de ladite fédération et l'objectif c'est que les équipes de football de ces pays puissent apporter à celle-ci encore plus de notes, alors qu'en réalité l'augmentation du droit à la parole apporte davantage d'intérêts. Ce genre d'échange sensible d'intérêts répond tout à fait aux points essentiels de la politique.

En réalité, cette scène est tout à fait prévisible pour les gens qui n'en sont aucunement surpris et étonnés. Tout le monde a les yeux fixés sur la Coupe du monde qui a lieu tous les quatre ans et les mordus du football qui se comptent par milliard à travers le monde ne veulent en aucun cas rater l'occasion d'assister à ce grandiose événement. Dès après avoir éveillé l'attention et l'intérêt du public, il sera facile de trouver le filon commercial qui suscitera des intérêts. Une fois qu'il y aura des intérêts, il est tout à fait naturel qu'il se produise des événements politiques. Lors de la Coupe du monde 2006, le Président américain a voulu inspecter personnellement l'équipe nationale américaine, le Premier Ministre britannique a fait hisser le drapeau national anglais à Downing Street et même le Président iranien, qui était mis au ban par ses homologues occidentaux, a voulu se déplacer en Allemagne ...... et soyez persuadé que tout cela n'était pas dû au fait que ces dirigeants sont des fanas du foot, non c'était plutôt parce qu'ils sont des hommes politiques. La coupe du monde ne constitue pas seulement une scène pour les joueurs de football, mais également un banquet du soir pour les hommes politiques, alors que le match de barrage des éliminatoires de la Coupe ressemble à une transaction faite ou à un cadeau offert lors de ce banquet, et surtout à un grand gâteau succulent sur lequel sont rivés les yeux pleins de convoitise.

Changements de société 21 Novembre 2009